

# Propos sur la société

Vers une société  
humaniste

Jacques BERÇOT

## **Propos sur la société, la politique**

### **D'où vient le désastre ?**

Depuis quarante ans je prédis que le système politico-économique libéral du monde va dans le mur ! Aujourd'hui, en 2014-2015, période d'écriture de ce document, nous en sommes très proche et je ne vois malheureusement pas de tournant décisif dans la politique que mènent les dirigeants, que ce soient les politiques, les financiers et les grands patrons. Tous continuent dans la voie du libéralisme débridé, persuadés que seul ce système est viable. Et pourtant on se rend compte tous les jours que ce système est à l'origine de tous les problèmes du monde, pauvreté galopante, famine, terrorisme, guerre, pollution, catastrophes climatiques,...

Et en France notre Président socialiste s'est annoncé social-libéral, une aberration de plus dans son discours ultralibéral qui fait pâlir d'envie la droite néolibérale, qui, aux commandes depuis trois mandatures, a largement contribué au déclin du monde libéral ! Et à chaque remaniement ministériel il se dégage un gouvernement encore plus libéral. Désolant ! Et catastrophique pour se sortir de la crise qui secoue tout le monde libéral.

Toutes les hautes écoles du monde ont formé, depuis les années 1970, des cadres dirigeants, à cette politique libérale et, comme ils ont tous les pouvoirs et sont persuadés qu'il n'y a qu'un Dieu bicéphale, le pouvoir et l'argent, le monde court à sa perte. Le seul espoir est que les peuples se réveillent, que parmi eux émergent des cadres qui remplaceront ceux actuels qui ne veulent pas et ne sont pas capables de changer d'optique. En avril 2013 les Italiens ont constitué un gouvernement d'union nationale droite-gauche ; qui

ont-ils nommé comme ministre de l'économie ? Le bras droit de Berlusconi ! Un ultralibéral, encore ! Et tout le gouvernement est composé de «vieilles reliques» des anciens gouvernements qui ont toujours mené le pays vers la déchéance ! Depuis l'Italie sombre dans la récession. Le pays est au bord du gouffre comme la Grèce, l'Espagne, qui après avoir remis un gouvernement de droite (extrême) aux commandes a vu son chômage plus que doubler en quelques mois, le Portugal, l'Irlande et la France ! Les autres pays, même s'ils paraissent parfois mieux s'en sortir ne sont guère mieux lotis ! Même l'Allemagne d'Angela Merkel, qui veut imposer son dictat à toute l'Europe, a un nombre de pauvres impressionnant (plus de 15%) dépassant la France, et la pauvreté ne cesse de progresser dans tous les pays européens. Ces politiques d'austérité ne permettront pas de donner au monde la possibilité de mettre en place la politique énergétique indispensable pour stopper le réchauffement climatique à une valeur tolérable pour la survie de l'Humanité !

Cette politique d'austérité ne fait qu'engendrer plus de chômage et ce n'est certainement pas les solutions mises en place par les gouvernants qui vont faire réellement baisser le nombre de chômeur. Le gouvernement français met en place toujours les mêmes techniques et réussit seulement arbitrairement à inverser la courbe, ce qui est la seule chose qui l'intéresse à l'approche d'élections : milliards pour le pacte de responsabilité, distribués aux entreprises sans contrepartie, les actionnaires sans sont réjouis ! stages de formation pour de nombreux chômeurs, qui ne débouchent que rarement sur un emploi pérenne, relance de l'apprentissage sans rien changer au mode de fonctionnement de cet apprentissage, diminution des charges sociales des entreprises qui fragilisent le

système social, attaque régulière du système d'indemnisation des chômeurs, remise en cause des trente-cinq heures, instauration de toujours plus de flexibilité dans le travail, prime à l'embauche pour les entreprises qui embauchent en donnant des petits salaires donc pas de pouvoir d'achat, en fait un détricotage du code du travail, détricotage dicté par le MEDEF dans un seul but, faire toujours plus de profit. Toutes ces solutions n'ont aucun effet, ont déjà été testées depuis quarante ans sans aboutir à des résultats probants.

Alors la solution : Interdire aux entreprises bénéficiaires de délocaliser, difficile bien sûr lorsqu'elles sont entre les mains de multinationales ou de capitaux étrangers. Quand arrêtera-t-on de vendre nos entreprises françaises aux Américains, Chinois ou autres, ils s'empressent ensuite de délocaliser de licencier, et suppriment ainsi la concurrence. Allemands et Suisse ont su garder leurs grandes entreprises ! Donner du pouvoir d'achat est le maître mot pour relancer l'activité et non la politique des bas salaires et des emplois précaires. Relancer des grands travaux, ne pas supprimer les dotations aux collectivités territoriales ce qui engendrent une baisse d'activité, interdire les suppressions de postes dans nos grandes entreprises nationales comme La Poste, EDF, la SNCF, France-Telecom des fleurons sacrifiés sur l'hôtel du libéralisme ! Le réemploi des seniors n'a jamais été aussi faible en France, nos entreprises n'ont pas compris l'utilité du savoir-faire, de l'expérience et ne voient que le coût salarial du senior et non le bénéfice. Et partout on est confronté à l'inexpérience des nouveaux cadres formés à l'école du capitalisme dans toutes les administrations et grandes entreprises. Il fallait garder des seniors expérimentés pour les former ! La formation des chômeurs parlons-en : la

plupart vous dirons que c'est une pure arnaque qui coûte très chère à la collectivité, seuls ceux qui réussissent à créer leur entreprise à la suite d'une formation réussisse, mais ils sont rares. On fait miroiter un renouveau en créant des stages de formation aux nouvelles technologies, mais on oublie que pour réussir dans ces nouvelles technologies il faut un niveau scolaire bien supérieur à ce qu'ont la plupart des chômeurs, minimum bac plus deux, et souvent plus. Et ce ne sont pas des secteurs qui embauchent en grand nombre mais des petites et moyennes entreprises très pointues. Utilisons l'adage qui dit « quand le bâtiment va tout va ». La rénovation énergétique de tout un patrimoine immobilier obsolète, énergivore pourrait amener des millions d'emplois ; la création de moyens de transport et de communication propres, collectifs entre les cités est à développer, quittons l'ère de tout voiture et camion.

L'apprentissage revient toujours dans la bouche de nos politiques, mais l'apprentissage en France ne peut fonctionner sous son mode actuel. Nos voisins allemands et Suisse en ont fait une vraie force en matière de formation professionnelle, nous on en a fait une voie de garage pour les adolescents en difficultés scolaires et sociales ! La solution : une formation scolaire de base suffisante niveau bac général avec des options professionnelles, ensuite une entrée en apprentissage de quatre années avec des cours réguliers chaque semaine tels qu'en Suisse, quatre jours en activité professionnelle, un jour à l'école. Formés les maîtres d'apprentissage est une nécessité prioritaire ; actuellement la plupart des entreprises prennent un ou des apprentis pour « boucher des trous » et utiliser une main-d'œuvre bon marché. Une entreprise doit former des apprentis dans le but de les embaucher à la suite de leur formation,

cela se prépare par une politique d'embauche et de remplacement réfléchi, ce qui est rarement le cas aujourd'hui. Et bien sûr pour attirer les jeunes vers l'apprentissage il faut qu'il y ait perspective d'embauche mais aussi rémunération correcte. En Suisse un apprenti touche de 800 à 1800€ au cours de son apprentissage, en France c'est de 15 à 60% du SMIC, rémunération dans la lignée d'une politique des bas salaires dictée par le MEDEF.

Et toute cette politique doit être réalisée sur le modèle humaniste que j'ai souvent cité : pas de bénéfice mais prix de vente des produits et services égal au prix de revient réel. Abandonnée l'idée qui prévaut dans ce monde d'économie libérale que seule la croissance, la rentabilité, la concurrence acharnée, le profit est la seule solution fiable pour venir à bout du fléau qu'est le chômage.

Un nouveau monde n'émergera que si une nouvelle économie, que j'appellerai humaniste, prend la place du libéralisme, et si on place à la tête des pays des politiques et des économistes issus de l'élite du peuple et non des carriéristes tous issus du même moule : ENA, Science Po, HEC, pour la France; les grandes universités aux Etats-Unis et en Angleterre, des écoles où le système libéral est enseigné comme la seule alternative à une économie viable. De plus comme tous les dirigeants sont issus de familles aisées jouant depuis des lustres dans la cour politique, financière et économique, il n'y a aucune idée rénovatrice qui sort de cette «cour», leur seul souci étant : comment garder le pouvoir et «faire» de l'argent !

Certains peuples ont commencé à comprendre où était le bon sens en élisant de vrais humanistes à la tête de leurs pays ou institutions, comme à Madrid ou Barcelone en Espagne. Espérons que, malgré tous les efforts des dirigeants libéraux d'Europe avec Angéla

Merkel en tête pour les discréditer et les faire échouer dans leurs réformes sociales, économiques, les peuples ne renonceront pas à mettre en place les vrais réformateurs que sont les vrais socialistes qui auraient tout intérêt à abandonner leurs petits clivages et querelles de clocher au profit des grandes réformes économiques, sociales, environnementales nécessaires au sauvetage de l'humanité. Malheureusement l'exemple de la Grèce, qui a élu comme chef du gouvernement un vrai socialiste, est édifiant, puisqu'Alexis Tsipras a été la cible du Parlement européen et de tous les gouvernements conservateurs d'Europe avec l'Allemagne en tête de liste. Ce qui a obligé **Alexis Tsipras** à démissionner pour provoquer des élections législatives anticipées. Il a été réélu mais l'Europe l'oblige à mener la politique d'austérité qu'elle préconise en privatisant la plupart des secteurs publics et en menant une politique antisociale, antifonctionnaire. Dans le cas contraire l'Europe «lui coupe les vivres», du vrai chantage, un réel dictat de l'Europe. Il est vrai qu'en matière d'imposition la Grèce, sous la pression des classes aisées et de l'Eglise orthodoxe, menait une politique d'exonération suicidaire ! Il est tout de même très clair que l'Europe n'est pas démocratique mais une vraie dictature, et tout gouvernement qui a des velléités démocratiques, antilibérales, se trouvent immédiatement rappeler à l'ordre par les dictateurs de la commission et du Parlement européens qui est elle-même soumise à la dictature des financiers et des multinationales qui ont installé à Bruxelles des milliers d'employés dont le rôle est d'influencer les membres de la commission européenne, même chose à Strasbourg avec le Parlement Européen. Les élus humanistes ne sont malheureusement pas majoritaires dans ces instances européennes, seuls les citoyens par leur vote pourront

inverser cette politique, mais ils se laissent en majorité manipuler par les médias nationaux que sont la télévision et les journaux locaux, souvent leur seule source d'informations.

Cette politique libérale et d'austérité dirigée contre les classes moyennes et le «peuple d'en bas», comme l'appelait péjorativement Raffarin alors Premier Ministre en France, ne permettra pas de mener les réformes en profondeur de la société, réformes indispensables si l'on veut lutter efficacement contre le réchauffement climatique et espérer stabiliser le monde qui subit de plein fouet les effets néfastes de ce changement climatique, mais aussi les conséquences des colonisations des siècles précédents et des décolonisations faites dans des conditions calamiteuses, la place des Etats dominateurs étant laissée aux Multinationales «sans foi ni loi» qui soutiennent des gouvernements totalitaires du moment qu'ils leur laissent le champ libre pour piller les richesses de leurs pays.

## **Qu'ont-ils fait pour que le monde se trouve dans cet état ?**

Depuis que l'Homme existe et s'est regroupé en sociétés organisées, une partie des individus ont émergé comme chef ; et presque toujours, ces chefs ont cherché à étendre leur pouvoir, leur territoire. Ce qui, chaque fois, a mené à des guerres, d'abord tribales, puis de conquêtes. Beaucoup ne pensaient qu'à conquérir, augmentaient leur richesse au détriment des autres peuples et souvent de leur peuple même. Ce qui a engendré l'esclavagisme, des révoltes, des révolutions, le terrorisme. L'histoire est pleine de ces épisodes sanglants et barbares. De plus les religions ont engendré des dérives terribles avec, par exemple, les croisades, l'inquisition, les guerres de religions. Et encore de nos jours, des intégristes, ou plutôt des religieux ou des politiques avides, utilisent les religions pour augmenter leur pouvoir et leur argent. Le djihadisme qui sévit actuellement est utilisé à ces fins par ces religieux et politiques. Il est facile pour eux d'enrôler les innocents perdus des quartiers pauvres, ou les jeunes et les intellectuels en dérive psychologique. Cette période qui leur renvoie l'image d'un avenir sombre sans travail, sans avenir ne peut que les conforter dans leurs visions irréelles.

Le monde, soi-disant moderne, depuis la révolution industrielle, n'a fait qu'amplifier le phénomène avec l'augmentation des populations. D'abord par la colonisation des pays riches en ressources naturelles que les Occidentaux ont pillés puis abandonner au profit des multinationales ou par la délocalisation vers des pays émergents comme la Chine. Les pays colonisés se sont peu à peu révoltés et, après des affrontements sanglants, ont obtenu leur indépendance, indépendance toute relative puisque les

anciens colonisateurs y ont installés des gouvernements locaux qu'ils ont largement soudoyés pour les laisser continuer à piller leurs ressources. La plupart du temps ces gouvernements se sont avérés être des dictatures qui ont créé pauvreté et mort dans leur peuple. Les anciens colonisateurs avec leurs multinationales se sont bien gardés d'intervenir tant que ces dictatures leur laissaient les mains libres pour exploiter les richesses de leurs sol et sous-sol. Jusqu'au jour où certains dictateurs ont voulu les bouter hors de leur pays ; c'est avec rage que les anciens colonisateurs ont réprimé ces vellités par la guerre et le génocide. Ce qui fait que ces pays, en général du Sud, sont dans une misère extrême. Et s'y ajoutent les catastrophes dues au réchauffement climatique qui entraîne une émigration climatique La seule solution pour les peuples c'est la fuite, l'émigration vers les pays occidentaux riches qui, bien sûr, en ces périodes de crise n'ont pas de travail à leur offrir et ne veulent les accueillir au compte-gouttes. Ce qui crée de la clandestinité, du racisme exacerbé par les partis de droite et d'extrême-droite. Si l'on y ajoute l'émigration des anciens peuples de l'ex-Union Soviétique, également dans la misère, on trouve une atmosphère de plus en plus délétère dans l'Europe vieillissante, ce qui favorise la montée du populisme et des partis fascisants. Et cette immigration, somme toute pas si importante que veulent le faire ressentir les gouvernants, sera dans quelques décennies très conséquentes : des millions de réfugiés climatiques s'ajouteront aux réfugiés fuyant la répression et les guerres.

Dans les pays occidentaux la politique libérale débridée menée par les gouvernements de droite et les sociaux-démocrates, encouragés, quand ce n'est pas soudoyés par les financiers et les multinationales, nous

a mené depuis trente ans dans le mur. Toute cette politique n'a qu'un but : faire du profit ! Au détriment de qui ? Des salariés qui sont devenus des charges ; ne parlent-on pas de charges salariales , de la population à qui on supprime petit à petit tous les avantages sociaux, acquis en France depuis 1936, en privatisant les services publics, en faisant payer de plus en plus d'impôts dits sociaux. Pour les grandes entreprises par contre, pour qui les cotisations sociales sont devenues des charges sociales, les exonérations et allègements sont légions. Quand elles ne mènent pas une fraude massive ! Nos gouvernants, par exemple, en France, savent très bien que la fraude fiscale et sociale représente pratiquement le déficit budgétaire annuel soit plus de cent milliards d'euros, plus de 1000 milliards dans le monde (source FMI). Fraude contre laquelle ils luttent avec très peu de conviction et beaucoup de modération.

Pour diminuer les «charges salariales» ces grosses entreprises courent après la main d'œuvre bon marché voire gratuite. Et on assiste à des délocalisations effrénées, à des rachats d'entreprises que l'on s'empresse de fermer et que l'on délocalise, après avoir touché les subventions et profité des allègements de charges. Ce qui engendre un chômage massif en Europe notamment.

Les financiers, les banques et mêmes les entreprises se sont mis à vouloir faire encore plus de profit en spéculant par l'intermédiaire de la bourse avec de fait de l'argent qui ne leur appartient pas. Et ainsi ils ont entraîné crise sur crise depuis une dizaine d'années, ruinant petites entreprises et petits épargnants, retraités ayant mis toutes leurs économies dans des fonds de pension. Les gouvernements au lieu de remettre ce beau monde dans le droit chemin les ont renfloués à « coup » de milliards pris aux peuples et ont entraîné

une augmentation massive de leur dette dont, bien sûr, profitent les banques qui augmentent leur taux d'intérêts en fonction de la soi-disant solvabilité des pays ; Et de ce fait ils mettent les pays endettés en situation de banqueroute.

La politique menée de façon unilatérale par l'Europe est l'imposition à tous les pays de l'austérité. Austérité qui prônent la diminution des dépenses publiques en privatisant le plus possible les services publics qui sont vendus à un prix dérisoire aux requins des multinationales. La conséquence, une diminution des services publics qui sont les organismes permettant de redistribuer la richesse, chacun pouvant utiliser ces services également. Une deuxième conséquence la diminution du pouvoir d'achat des ménages qui engendre une baisse de consommation donc une baisse de l'activité économique donc du chômage. Lié aux délocalisations débridées des grands groupes industrielles c'est souvent dans la pauvreté que cette politique a jeté un grand nombre de personnes.

Toute cette politique appauvrit les peuples qui deviennent des consommateurs ne pouvant plus consommer, ce qui met les économies des mêmes pays sur la paille. Et par ricochet ce sont les économies des pays émergents comme la Chine, l'Extrême-Orient dont les principaux clients sont l'Europe qui se mettent en danger, vu qu'ils appliquent la même politique capitaliste de l'Occident aidées en cela par les multinationales occidentales qui s'y installent. Mais l'augmentation des salaires et du niveau de vie dans les pays émergents comme la Chine est en train de créer pourrait-on dire « un retour de bâton », les multinationales trouvant à nouveau le coût de la main d'œuvre trop élevé délocalisent vers d'autres pays où les exigences salariales sont moindre voire même

relevant de l'esclavagisme. Mais elles n'en ont cure, leur seul intérêt étant le profit maximal !

Conséquences de cette absurde économie : la pauvreté qui touchait déjà les deux-tiers du monde, surtout dans le Sud, s'installe dans les pays occidentaux à grande échelle ce qui engendre de la délinquance, des révoltes et bientôt des révolutions. Ces révolutions qui se sont déclarées dans les pays arabes, les populations n'en pouvant plus de vivre sous des régimes dictatoriaux qui les étranglaient. Malheureusement il y a rarement la mise en place de gouvernements démocratiques car les dictatures n'ont pas permis aux opposants de s'organiser suffisamment pour pouvoir assurer la transition vers la démocratie. Ce qui laisse la place aux islamistes qui eux, bien organisés, avec des moyens financiers, ont été les seuls à aider le peuple dans la misère sachant que celui-ci se tournerait vers eux au moment de la débâcle ; pour leur grand malheur, car ils installent aussitôt une nouvelle dictature religieuse. La religion n'est pour ces dirigeants qu'un paravent pour leur assurer le pouvoir et l'argent. Ces mêmes pouvoirs veulent conquérir le monde et essaient par le terrorisme de déstabiliser les démocraties. Ce qui est relativement facile en ce moment vue leur faiblesse, le recrutement de terroristes fanatisés étant aisés dans les populations jeunes désœuvrées et désargentées n'ayant plus de perspectives d'avenir ! La conséquence ce sont des attentats sanglants comme ceux de Charlie Hebdo et d'un commerce hallal, menés le sept janvier 2015, le 13 novembre 2015 à Paris, les plus sanglants attentats aveugles, menés par de jeunes terroristes issus des «quartiers» et fanatisés par des leaders islamistes locaux puis partis «faire le djihad» en Syrie et revenus encore plus fanatisés. La conséquence une émigration de grande ampleur depuis ces pays en guerre civile

vers l'Europe qui, bien sûr, pourrait en accueillir un grand nombre. Avec ses 508 millions d'habitants l'Union Européenne a la capacité d'accueillir beaucoup de ces migrants. Accueillir deux millions de migrants représente moins de quatre migrants pour mille habitants. Mais où le bât blesse, c'est l'incapacité de cette Union Européenne à établir une politique migratoire commune, comme pour le reste d'ailleurs ! Et les autres pays du monde comme le Canada, les Etats-Unis en partie responsable de cette situation, qui accueille-t-il ?

La meilleure solution serait évidemment de recréer dans ces pays une situation de paix durable et une possibilité de vivre dignement. Là encore, l'Union Européenne, les Etats-Unis, la Russie devraient intervenir conjointement pour éradiquer la terreur islamiste non pas en lançant de temps à autre des frappes aériennes mais en intervenant massivement, militairement et en assurant la reconstruction de tous ces pays. Il n'y a jamais d'accord commun ! Ou s'il y en a il y a toujours l'arrière-pensée d'en tirer un profit pour son pays. C'est ainsi qu'Américains, Russes, Français interviennent en Syrie avec toutes les difficultés de pour lutter contre le même ennemi, Daesh. L'ONU se contente de prendre des résolutions qui n'ont aucun effet. Et tout le monde joue un double jeu : vente d'armes aux belligérants, mouvement de fonds depuis les paradis fiscaux. Et les pays du golfe ? On peut vraiment dire «qu'ils ne sont pas clairs». Si les gouvernements n'aident pas directement les islamistes ce sont des particuliers fortunés qui le font ! Sans arme, sans argent le problème serait en partie réglé ! C'est à se demander s'il y a vraiment une volonté de régler ces conflits !

Il n'y a jamais eu autant de conflits dans le monde qu'aujourd'hui ! Conflits qui sont souvent entretenus par les grandes dictatures que sont la Chine et la Russie qui, du côté économique se comportent en grands capitalistes, et du côté politique en dictature. Les pays occidentaux n'en ont cure et y installent leurs entreprises délocalisées en fermant les yeux sur les conditions sociales déplorables des ouvriers. Ce qui leur importe c'est de faire du profit ? Pour cela ils sont prêts à toutes les bassesses. Tout ce monde de politiques, de financiers et de grands patrons se réunissent chaque année à Davos en Suisse pour y préparer LEUR avenir et devenir encore plus puissants.

*Oxfam s'est notamment basé sur les données d'une étude du Crédit Suisse qui rappelle que la part du patrimoine mondial détenu par les 1% les plus riches en 2009 est passée de 44% en 2009 à 48% en 2014. Et que s'il reste 52% aux 99% restants, la quasi-totalité de ces 52% sont aux mains des 20% les plus riches. Au final, 80% de la population mondiale doit se contenter de seulement 5,5% des richesses. «Si cette tendance de concentration des richesses pour les plus riches se poursuit, ces 1% les plus riches détiendront plus de richesses que les 99% restants d'ici seulement deux ans», note Oxfam. Car l'accaparement et la concentration des richesses s'accélèrent. Et Oxfam tente d'affiner ce chiffre en s'appuyant sur l'évolution du nombre de milliardaires, basé, cette fois, sur les chiffres d'un classement actualisé de Forbes sur ces personnes qui possèdent, en revenus, autant que la moitié de la population mondiale, soit 3,5 milliards de personnes. Ainsi, si les 85 personnes les plus riches de la planète trustaient autant que 50% des plus pauvres de la population mondiale en 2013, elles sont aujourd'hui 80 à*

*posséder autant que 3,5 milliards de personnes en 2014. «Une spectaculaire accélération de la concentration de la richesse», rappelle l'ONG, car il fallait 388 milliardaires en 2010. «En termes nominaux, le patrimoine des 80 personnes les plus riches du monde a doublé entre 2009 et 2014.» (Libération janvier 2015)*

Et l'instabilité mondiale ne cesse de croître ! Et bien sûr les mesures qu'ils préconisent ne sont pas une juste répartition des richesses, une politique d'éducation et de culture tout azimut, que ce soit dans les zones défavorisée des pays riches, dans les bidonvilles des pays en voie de développement ou dans le tiers-monde, seule politique capable d'inverser la tendance. Il laisse les ONG se battre avec les gouvernements félons, les extrémistes de tout bord, pour essayer d'apporter éducation et culture, nourriture et santé à tous ces défavorisés, en prenant souvent de grands risques pour leur intégrité. Bon nombre se retrouvent otages des extrémistes et y laissent leur vie, ou sont victime des affrontements locaux.

L'épuisement des richesses naturelles, pillées sans vergogne par l'Occident depuis un siècle, devient une réalité dont les gouvernants ne veulent pas prendre conscience même s'ils le savent ; et le plus souvent ils encouragent cet extractivisme effréné pour en tirer des profits colossaux. On sait que leurs vues sont très courtes, les prochaines élections, c'est-à-dire cinq ans maximum. Et pourtant vingt-six ressources naturelles auront disparues dans quarante ans, certaines dans les cinq à dix ans comme le plomb, l'or, l'argent, le platine, dans quinze ans pour le cuivre ; et bien sûr le pétrole, l'uranium dans une quarantaine d'année avec

une exploitation de plus en plus difficile et de plus en plus polluante.

Et les multinationales extrayant ces énergies fossiles ne reculent devant aucune destruction des milieux naturelles même si des populations autochtones y vivent, populations qu'ils considèrent comme des sous-hommes comme au pire temps de la colonisation et de l'esclavagisme. Aux Etats-Unis, au Canada, c'est une lutte sans merci, la plupart du temps par les moyens légaux et non-violents, que les populations amérindiennes et du Grand Nord mènent pour leur survie. Le gouvernement canadien de droite et les Etats américains, eux, emploient le plus souvent la violence pour les empêcher de nuire à leurs projets, évidemment avec l'aval des compagnies d'extraction des boues bitumeuses, du charbon, des gaz de schistes. En plus de détruire des écosystèmes indispensables à la vie, ils favorisent l'augmentation des gaz à effet de serre (GES) et le réchauffement climatique. S'attaquant même aux zones habitées par les populations des classes moyennes et supérieures, ils déclenchent des unions entre autochtones et population blanche qui étaient leurs principaux actionnaires et défenseurs.

Partout dans le monde c'est la lutte ouverte contre l'extractivisme des ressources fossiles. Même en France il faut lutter contre cet appétit insatiable de ces multinationales qui voudraient extraire les gaz de schiste dans nos régions. Ils se sont heurtés à une résistance farouche de la population et des élus locaux ce qui a obligé le gouvernement français à voter un moratoire en interdisant toute recherche de lieux d'extraction. Mais il faut être vigilants, certains politiques, de droite surtout, mais même quelques-uns des socialistes, qui n'ont rien compris à l'enjeu environnemental, sont prêts en cas d'élection à revenir

sur ce moratoire. Tout cet argent gaspillé en recherche inutile, extraction, dépollution presque impossible, procès, permettraient de se lancer dans la transition énergétique et la mise en place des énergies renouvelables, avec à la clé des millions d'emplois, une stabilisation progressive du réchauffement climatique et le sauvetage de l'Humanité en grand danger d'extinction d'ici la fin du siècle. Le sommet de Paris, COP21 fut certainement la dernière occasion pour que les gouvernants prennent des décisions draconiennes en vue d'une mutation rapide (dans les dix ans) vers le changement de la politique économique engendrant l'abandon des énergies fossiles, l'abandon de l'extractivisme, et l'adoption d'une politique humaniste au niveau mondial. Cette 21<sup>ème</sup> conférence sur le climat a accouché d'un texte faisant consensus.

*«En comparaison de que cela aurait pu être, cet accord est un miracle. En comparaison de ce qu'il aurait dû être, c'est un désastre. Il fixe un agenda, oblige les États à se revoir et à rehausser régulièrement leurs ambitions après 2020. Mais il nous laisse sur une trajectoire de +3°C au mieux, ne parant donc d'aucune manière aux désastres climatiques que subit un nombre croissant de populations vulnérables autour de la planète.» Greenpace 14 décembre 2015.*

## Un essai à transformer

**la COP s'est achevée le 15 décembre après 15 jours et quelques nuits d'âpres négociations. Qualifié d'historique par nombre de commentateurs, le texte adopté fait pourtant l'objet d'analyses contrastées.**

En abattant son maillet sur le pupitre pour conclure la conférence climat de l'ONU qu'il présidait au Bourget, Laurent Fabius a déclaré :

*«C'est un petit marteau, mais je pense qu'il peut faire de grandes choses», en écho à la phrase célèbre prononcée par Neil Amstrong en 1969 «C'est un petit pas pour l'homme, mais un bond de géant pour l'humanité.» Il dira un peu plus tard du texte d'accord de Paris qu'il était «différencié, juste, durable, dynamique, équilibré et juridiquement contraignant.»*

Mais que dit précisément ce texte ? Quelle en est la portée réelle ? Que les 196 Parties signataires de la Convention climat des Nations unies (195 pays et l'Union européenne) s'engagent à lutter contre le réchauffement climatique est déjà inédit.

## L'affichage d'objectifs ambitieux

Après l'échec cuisant de Copenhague en 2009, le fait qu'un texte à vocation universelle souligne l'urgence de l'action est en soi un succès. Les 1900 déléguées présentes dans la salle du Bourget n'ont applaudi qu'au terme d'une ultime négociation avec les États-Unis dont le Congrès, à majorité républicaine, n'aurait jamais validé un accord jugé trop contraignant. Un « shall », (doivent) a donc été remplacé in extremis par un « should » (devraient) pour lever le blocage américain.

Le texte reconnaît la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre pour limiter la hausse de la température moyenne à la surface du globe à 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, un objectif déjà acté à Copenhague. Pour répondre aux pays les plus directement menacés, il incite en outre à renforcer les efforts après 2020 pour viser au final un réchauffement de seulement 1,5°C.

Quant aux efforts à réaliser, le document rappelle le principe de « responsabilités « communes mais différenciées » en fonction du contexte national de chaque pays. Les pays développés sont donc censés montrer la voie en assumant plus de responsabilités que les

pays en développement. Mais c'est à ce sujet qu'un dernier « shall » s'est transformé en « should » au dernier moment.

## Des engagements nationaux insuffisants

La compilation des contributions volontaires des États (remises en amont de la COP21 pour indiquer les objectifs nationaux que chaque pays s'engage à atteindre) est pour l'instant très décevante car elle place la planète sur une trajectoire de 3°C d'augmentation, qui aurait des conséquences dramatiques et irréversibles pour la planète et les populations.

Le texte prévoit donc des révisions quinquennales pour engager le monde sur une trajectoire compatible avec les objectifs ambitieux affichés.

Ainsi les Parties devront refaire le point dès 2018 sur leurs contributions nationales qui s'appliqueront à partir de 2020.

Mais cette première révision semble tardive, même si l'accord prévoit des travaux d'expertise intégrant l'expérience des acteurs non-étatiques et le renforcement du *Plan d'action Paris Lima* (porté par des villes, régions, entreprises et associations qui s'engagent à transformer de grands domaines de l'économie). Et surtout, aucun mécanisme n'est prévu pour contraindre les pays à respecter les objectifs qu'ils se seront assignés, ni même à relever leur niveau d'engagement au moment de la révision prévue tous les 5 ans. La promesse faite à Copenhague d'atteindre les 100ds \$ par an d'ici 2020 pour aider les pays du Sud à s'adapter au changement climatique est réaffirmée mais rien ne garantit ce financement dans le temps et au-delà de ce simple « plancher »

## Des financements incertains

Les « pertes et dommages » , pour les pays les plus vulnérables figurent bien dans l'accord mais leur compensation par les pays responsables du réchauffement climatique n'est pas prévue. « En résumé, on reconnaît un préjudice sans l'indemniser, alors que les victimes sont trop pauvres pour y faire

face ! » explique Vanessa Laubin, cheffe de file de la commission Climat et développement de Coordination SUD.

Le texte ne mentionne pas la sortie des énergies fossiles et l'objectif de 100 % d'énergies renouvelables en 2050, demandés par la société civile. Il introduit la notion de « zéro émission nette de carbone, équilibre entre gaz émis et gaz absorbés par des « puits de carbone » (forêts, océans, techniques de capture et de stockage).

## La force des lobbys

Pour Jesse Bragg, de l'ONG Corporate Accountability International, c'est « une victoire de l'industrie des énergies fossiles car elle laisse la possibilité d'émettre du carbone tant que celui-ci est capturé et stocké ou que la géo-ingénierie est employée. Or ces techniques ne sont pas au point. *« La notion de "zéro émission" tout court aurait été meilleure ».*

Le texte exempte par ailleurs les secteurs de l'aviation civile et du transport maritime international, pourtant responsables de 8 % des émissions mondiales.

## Changer le système pas le climat

Le mode de développement actuel conduit à une impasse pour l'humanité. Mais l'accord de Paris ne dit pas qu'un autre mode de développement est possible et nécessaire. Il ne remet pas en cause le partage international des activités de production qui assigne notamment à la Chine le rôle d'atelier du monde alors que la pollution

y est devenue un problème majeur de santé publique. Il ne questionne pas davantage la croissance exponentielle de production de marchandises et leur échange non régulé à travers le monde.

Certes, les droits humains ou la « *transition juste* » portée par les syndicats sont bien inscrits, mais dans des parties qui ne sont pas opposables en droit international.

L'accord, au final « *reconnait la réalité et l'ampleur de la menace que représente le changement climatique, mais ne nous emmène qu'à mi-chemin* », a déclaré Sharan Burrow, la secrétaire générale de la Confédération Syndicale internationale. C'est donc la mobilisation des citoyens et des travailleurs qui sera déterminante. Les mobilisations en amont et pendant la COP 21 doivent se poursuivre et s'amplifier pour sauver la planète et construire une société plus juste.

Un article Monique Daune (C'est Demain –POUR FSU) résume parfaitement l'impact mitigé de cette COP21

## *Un essai à transformer*

***La COP s'est achevée le 15 décembre après 15 jours et quelques nuits d'âpres négociations. Qualifié d'historique par nombre de commentateurs, le texte adopté fait pourtant l'objet d'analyses contrastées.***

*En abattant son maillet sur le pupitre pour conclure la conférence climat de l'ONU qu'il présidait au Bourget, Laurent Fabius a déclaré : «C'est un petit marteau, mais je pense qu'il peut faire de grandes choses», en écho à la phrase célèbre prononcée par Neil Armstrong en 1969 «C'est un petit pas pour l'homme, mais un bond de géant pour l'humanité.» Il dira un peu plus tard du texte d'accord de Paris qu'il était «différencié, juste, durable, dynamique, équilibré et juridiquement contraignant.»*

*Mais que dit précisément ce texte ? Quelle en est la portée réelle ? Que les 196 Parties signataires de la Convention climat des Nations unies (195 pays et l'Union européenne) s'engagent à lutter contre le réchauffement climatique est déjà inédit.*

## ***L'affichage d'objectifs ambitieux***

*Après l'échec cuisant de Copenhague en 2009, le fait qu'un texte à vocation universelle souligne l'urgence de l'action est en soi un succès. Les 190 déléguées présentes dans la salle du Bourget n'ont applaudi qu'au terme d'une ultime négociation avec les États-Unis dont le Congrès, à majorité républicaine, n'aurait jamais validé un accord jugé trop contraignant. Un « shall », (doivent) a donc été remplacé in extremis par un « should » (devraient) pour lever le blocage américain.*

*Le texte reconnaît la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre pour limiter la hausse de la température moyenne à la surface du globe à 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, un objectif déjà acté à Copenhague. Pour répondre aux pays les plus directement menacés, il incite en outre à renforcer les efforts après 2020 pour viser au final un réchauffement de seulement 1,5°C.*

*Quant aux efforts à réaliser, le document rappelle le principe de « responsabilités communes mais différenciées » en fonction du contexte national de chaque pays. Les pays développés sont donc censés montrer la voie en assumant plus de responsabilités que les pays en développement. Mais c'est à ce sujet qu'un dernier « shall » s'est transformé en « should » au dernier moment.*

## ***Des engagements nationaux insuffisants***

*La compilation des contributions volontaires des États (remises en amont de la COP21 pour indiquer les objectifs nationaux que chaque pays s'engage à atteindre) est pour l'instant très décevante car elle*

*place la planète sur une trajectoire de 3°C d'augmentation, qui aurait des conséquences dramatiques et irréversibles pour la planète et les populations.*

*Le texte prévoit donc des révisions quinquennales pour engager le monde sur une trajectoire compatible avec les objectifs ambitieux affichés.*

*Ainsi les Parties devront refaire le point dès 2018 sur leurs contributions nationales qui s'appliqueront à partir de 2020.*

*Mais cette première révision semble tardive, même si l'accord prévoit des travaux d'expertise intégrant l'expérience des acteurs non-étatiques et le renforcement du Plan d'action Paris Lima (porté par des villes, régions, entreprises et associations qui s'engagent à transformer de grands domaines de l'économie). Et surtout, aucun mécanisme n'est prévu pour contraindre les pays à respecter les objectifs qu'ils se seront assignés, ni même à relever leur niveau d'engagement au moment de la révision prévue tous les 5 ans. La promesse faite à Copenhague d'atteindre les 100ds \$ par an d'ici 2020 pour aider les pays du Sud à s'adapter au changement climatique est réaffirmée mais rien ne garantit ce financement dans le temps et au-delà de ce simple « plancher »*

## ***Des financements incertains***

*Les « pertes et dommages », pour les pays les plus vulnérables figurent bien dans l'accord mais leur compensation par les pays responsables du réchauffement climatique n'est pas prévue. « En résumé, on reconnaît un préjudice sans l'indemniser, alors que les victimes sont trop pauvres pour y faire*

*face ! » explique Vanessa Laubin, cheffe de file de la commission Climat et développement de Coordination SUD.*

*Le texte ne mentionne pas la sortie des énergies fossiles et l'objectif de 100 % d'énergies renouvelables en 2050, demandés par la société civile. Il introduit la notion de « zéro émission nette de carbone, équilibre entre gaz émis et gaz absorbés par des « puits de carbone » (forêts, océans, techniques de capture et de stockage).*

## *La force des lobbys*

*Pour Jesse Bragg, de l'ONG Corporate Accountability International, c'est « une victoire de l'industrie des énergies fossiles car elle laisse la possibilité d'émettre du carbone tant que celui-ci est capturé et stocké ou que la géo-ingénierie est employée. Or ces techniques ne sont pas au point. « La notion de "zéro émission" tout court aurait été meilleure ».*

*Le texte exempte par ailleurs les secteurs de l'aviation civile et du transport maritime international, pourtant responsables de 8 % des émissions mondiales.*

## *Changer le système pas le climat*

*Le mode de développement actuel conduit à une impasse pour l'humanité. Mais l'accord de Paris ne dit pas qu'un autre mode de développement est possible et nécessaire. Il ne remet pas en cause le partage international des activités de production qui assigne notamment à la Chine le rôle d'atelier du monde alors que la pollution y est devenue un problème majeur de santé publique. Il ne questionne pas davantage la croissance exponentielle de production de marchandises et leur échange non régulé à travers le monde.*

*Certes, les droits humains ou la « transition juste » portée par les syndicats sont bien inscrits, mais dans des parties qui ne sont pas opposables en droit international.*

*L'accord, au final « reconnaît la réalité et l'ampleur de la menace que représente le changement climatique, mais ne nous emmène qu'à mi-chemin », a déclaré Sharan Burrow, la secrétaire générale de la Confédération Syndicale internationale. C'est donc la mobilisation des citoyens et des travailleurs qui sera déterminante. Les mobilisations en amont et pendant la COP 21 doivent se poursuivre et s'amplifier pour sauver la planète et construire une société plus juste.*

Le drame c'est que durant cette conférence et dans ses conclusions, il n'a jamais été fait mention du besoin primordiale de changer de modèle économique mondial. Le capitalisme au néolibéralisme débridé reste la règle. Les multinationales et les financiers ayant la mainmise sur la majeure partie de l'économie mondiale basée en grande partie sur l'extractivisme et le pillage des ressources naturelles, feront comme d'habitude, tout pour ne pas diminuer leurs profits. Le seul espoir ne peut venir que de la société civile qui, par ses mouvements protestataires, son désengagement des investissements produisant des GES et polluants la planète, la création d'une économie sociale et solidaire, fera pression sur les politiques pour les obliger à prendre les mesures nécessaires en créant un cadre législatif contraignant et en se donnant les moyens pour le faire respecter.

La pollution galopante qui empoisonne notre planète, son atmosphère, engendre le réchauffement climatique qui, lui-même, engendre l'augmentation de la sécheresse dans le Sud, l'augmentation de la fréquence et de la force des cyclones et tempêtes, la fonte des glaciers et de la banquise, la montée des eaux, etc. ; et par conséquent la destruction d'espèces animales et végétales dont l'Homme fait partie.

L'agriculture pratiquée sans discernement de façon extensive amène également son lot de pollutions, d'épuisement des sols, d'épuisement des eaux

potables. Quand les cultures vivrières sont remplacées par des cultures à des fins énergétiques les paysans sont jetés hors de leurs exploitations quand ils ne sont pas purement et simplement éliminés !

La liste des débordements catastrophiques de cette politique économique libérale qui n'a aucun respect pour la planète, pour les populations, a créé une situation qui est devenue explosive au point de vue politique, économique, sociale, écologique. L'Homme survivra-t-il à cette situation qu'il a créée ? Certainement pas, s'il ne prend pas tout de suite conscience du danger imminent du chaos généralisé qu'il a engendré.

### **La politique ne respecte plus ses anciens !**

De nombreuses attaques des technocrates du Parlement européen et des gouvernants sont menées à l'encontre des retraités qu'ils disent nantis. Que préconisent-ils ? Un allongement de la durée de cotisation, la désindexation des montants des pensions et retraites de l'inflation. En fait ils voudraient comme aux Etats-Unis que les retraités prennent des fonds de pension. Et l'on connaît la catastrophe engendrée par la crise pour ces fonds de pension «qui fondent comme neige au soleil» et jettent dans la misère des millions de retraités. Le résultat obtenu sera une diminution massive du niveau des retraites alors que le niveau moyen est en France de 1306€ brut à soixante-six ans, ce qui signifie une retraite inférieure à 1000€ pour plus de la moitié des retraités. Les mesures prises depuis 1993 ne cessent de faire diminuer le niveau des pensions avec des inégalités extrêmes, comme en matière de salaires et revenus pour les actifs. Et cette politique va encore alourdir le déficit budgétaire. Les retraités sont des consommateurs solidaires,

importants, soutenant les générations qui les suivent en aidant massivement enfants et petits-enfants. Ils sont les principaux consommateurs dans les secteurs du tourisme, de la restauration. Ils sont les principaux acteurs du monde associatif. La politique actuelle est en train de détruire tous ces pans de l'économie donc d'augmenter la précarité, la pauvreté, la solidarité. Le problème des retraites, comme celui de la sécurité sociale, est le manque de cotisations dues au chômage massif, au travail à temps partiel subi, aux exonérations de toutes sortes, au non-paiement de ces cotisations par l'Etat lui-même et les grandes entreprises. Les multiples réformes des retraites se soldent toujours par une diminution de la retraite. Nos gouvernants, mais malheureusement mêmes nos syndicats, n'ont aucune idée novatrice sur ce qu'il faut faire. Et pourtant la solution est simple : donner du travail à tout le monde, donner des revenus suffisants, les cotisations suffiront alors pour payer les retraites malgré l'augmentation du nombre de retraités due au vieillissement de la population, augmentation qui est loin d'être catastrophique en France, le taux de natalité étant conséquent, l'immigration comblant le déficit en travailleurs. Mais pour cela il faut penser autrement qu'en termes de profit et créer les entreprises nécessaires à une vie économique et sociale équilibrée.

Les solutions à un redressement, je dirais même à un renouveau existent ; elles font tout simplement appel au bon sens et à une toute autre vue du monde politico-économique qui devra remplacer son Dieu «Pouvoir/Argent» par la valeur travail, solidarité, respect.

## **L'installation d'une économie humaniste**

Changer complètement son fusil d'épaule en donnant la priorité dans cette nouvelle économie et cette nouvelle politique aux travailleurs et aux consommateurs qui ne seront plus considérés comme des pourvoyeurs de profit mais comme des acteurs économiques, politiques et environnementaux. Amener le monde à consommer avec modération et parcimonie, fabriquer à nouveau des produits fiables et durables, réparables et recyclables, consommant le moins d'énergie possible, telles sont les solutions.

Pour cela les dirigeants économiques et politiques élus par tous les citoyens devront être issus de l'élite du peuple et non plus les sortants de ces «hautes écoles» ou les héritiers de ces riches familles. Ils seront issus de l'élite du peuple et leurs représentants. De ce fait tout projet carriériste de politique à vie, de hauts dirigeants à vie, est à proscrire. Leur mandat ne devra pas dépasser dix ans, et ne sera pas renouvelable dans les plus hautes fonctions, comme c'est le cas actuellement où on retrouve toujours les mêmes dirigeants politiques et économiques à la tête de l'Etat, des régions, départements, mairies, grosses sociétés,... Leur mandat échu qu'on utilise leurs compétences à d'autres postes, cela ne manque pas.

Politiquement il serait temps que les pays, comme la France, l'Europe elle-même, suppriment toutes ces instances redondantes. A-t-on besoin de tant de députés, d'un Sénat qui n'a pas de pouvoir décisionnel, d'un conseil constitutionnel partial, de communes, communautés de communes, cantons, départements, régions, état ! Des redondances coûtant très chères à la collectivité pour des résultats très désordonnés. Faisons appel aux citoyens en organisant des référendums pour toutes les grandes décisions à prendre.

Aux citoyens des pays doivent profiter les ressources des pays, non à des multinationales et à quelques gros actionnaires.

Pour cela devront être nationalisés, où gérées par les collectivités, toutes les entreprises touchant à l'exploitation des matières premières, touchant les secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports collectifs, de la santé publique, de l'éducation et de la culture, de la défense, de la police, les Banques. Tous, nous nous rappelons de la privatisation de France Télécom, de la Poste, de Gaz de France, en partie d'EDF, la SNCF, les autoroutes bénéficiaires «données» par Sarkozy au secteur privé,... Toutes ces privatisations se sont soldées par une baisse de qualité des services, des licenciements, une perte de revenus pour l'Etat, en fait un changement complet d'optique : on est passé du rôle de service public au rôle de secteur producteur de profits. Mais peut-on vouloir faire de l'éducation, de la santé, des besoins énergétiques vitaux, et de tous ces autres services indispensables, générateurs d'égalité, des «pompes à fric» venant «engraisser» des actionnaires sur le dos de la misère du monde.

La première bonne décision à prendre par les dirigeants du monde c'est la suppression de la *BOURSE*, bourses qui ne sont plus que des lieux de spéculation commandés par des ordinateurs. C'est à celui qui fait des transactions le plus rapidement possible (Passer un ordre boursier toutes les 37 microsecondes), transactions sur d'énormes sommes qui vont détruire des entreprises viables, donc des emplois et de la richesse. «Le Trading Haute Fréquence est une méthode de spéculation qui permet de jouer sur la vitesse pour obtenir des actions à meilleur prix ! »

Le mot profit est à bannir du langage économique. Une entreprise n'existe pas pour faire du profit mais pour donner aux citoyens les objets et services dont ils ont besoin, ainsi que pour leur procurer un travail qui leur fournira des revenus qui leur permettront de vivre dignement, c'est-à-dire : se nourrir, se loger, se chauffer, se vêtir, s'éduquer, se soigner, avoir des loisirs. Un travail qui se fera dans le respect humain et qui sera un droit.

Les entreprises extrayant les matières premières se trouvent en majorité dans des pays sous-développés ou en voie de développement. Les multinationales contrôlent totalement ce secteur et ont installé des gouvernements à leur solde pour avoir les mains libres. Le résultat est catastrophique en terme économique et politique : misère, pauvreté chez la population, instabilité politique et guerre civile. Les pays du Nord doivent reprendre en main ces multinationales et redonner aux pays leur gouvernance démocratiquement élue. Ils devront apporter une aide

en savoirs et savoir-faire pour effectuer la transition. En contrepartie ils installeront des échanges équitables de matières-premières au prix le plus juste.

Parlons justement du prix le plus juste pratiqué par celui qui vend. La notion de profit ayant disparu il doit s'établir de la sorte :

Dépenses liées aux infrastructures et machines, à leur amortissement, rénovation, modernisation, dépenses en matières premières et matériel, dépenses liées à l'énergie utilisée, dépenses liées aux salaires, décents, dépenses liées à la recherche et à l'innovation, dépenses liées aux cotisations sociales et aux impôts. Toutes ses dépenses représentent le prix de revient sur la base duquel sera calculé le prix de vente augmenté des frais de logistique.

Un principe de calcul a appliqué de la multinationale au travailleur indépendant.

### **Parlons salaires et revenus.**

Les salaires et revenus sont destinés à permettre à tout individu de subvenir à ces besoins et ceux de sa famille. Il faut donc estimer ces besoins et le revenu minimal pour parvenir à les satisfaire. Je l'estime en France à 2000€ nets mensuels. Ensuite chaque pays, chaque continent devra l'estimer pour qu'en fin de compte on ait un équilibre international qui évite la concurrence effrénée aux salaires les plus bas comme c'est le cas dans le monde capitaliste où nous vivons.

Mais un salaire minimum implique un salaire maximal si l'on ne veut pas voir les dérives actuelles se reproduire. Je l'estime à six fois le salaire minimal soit 12000€ nets pour un pays comme la France en ce moment.

Dans ce modèle économique il est bien sûr tout à fait permis de voir ses revenus augmenter par promotion, ancienneté, requalification, etc. on n'est pas dans les

effets pervers du système communiste qui privilégiait les salaires des manuels parce qu'ils étaient soi-disant productifs alors qu'un intellectuel ne l'était pas et qu'il était redevable de sa formation à la nation.. Un salaire doit correspondre à la qualité du travail fourni qu'il soit manuel ou intellectuel ! Dans ces entreprises, et heureusement il y en a de plus en plus, les salariés se sentent impliqués. La conséquence est la recherche d'un travail fait au mieux, la recherche d'idées nouvelles pour améliorer productivités et conditions de travail. Et surtout, les cadres de l'entreprise, tous coopérateurs, écoutent et tiennent compte des idées proposées ! Ce n'est plus l'atmosphère de dédain, de suspicion que l'on trouve trop souvent dans les entreprises multinationales notamment.

Quels modèles pour les autres entreprises ne dépendant pas de l'Etat ou des collectivités ?

Tout simplement un mode coopératif ou mutualiste !

Avec les mêmes exigences : prix de vente (des biens ou des services) égal prix de revient. Peut-être pourratt-on envisager un système de parts sociales, délivrées équitablement à tous les salariés de l'entreprise, qui fournira une assise financière de roulement et d'investissement à l'entreprise et un pécule de sortie au salarié lorsqu'il prendra sa retraite par exemple.

Les secteurs produisant des biens sont particulièrement bien adaptés à la forme coopérative, les secteurs des services à celle mutualiste.

Secteurs de productions de biens ; cela va de l'automobile aux produits ménagers en passant par l'alimentation. Mêmes les grands magasins peuvent évoluer sous cette forme. Qui se rappelle du mode de fonctionnement des magasins Coop !

Les secteurs des services, banques, assurances, aides aux personnes, restauration collective, et bien d'autres encore, ne doivent en aucun cas être producteur de

richesses. Dans le secteur de la santé on peut très bien imaginer une clinique mutualiste, des cabinets médicaux, pharmacies ? Etc.

Des expériences existent et fonctionnent ; elles sont très mal vues de nos acteurs politiques et économiques car elles leur font de la concurrence et surtout dérogent à leur sacrosainte maxime : «argent et pouvoir à tout prix». Et la commission européenne lutte avec acharnement contre ces actions démocratiques en mettant en demeure les pays d'ouvrir tous les secteurs encore détenus par l'Etat et les mutuelles aux marchés privés : attaque contre les mutuelles qui se sont vues appliquées toutes les règles du libéralisme alors qu'elles ne font aucun profit, ce qui s'est traduit par une imposition déguisée payée par les cotisants :attaque contre EDF sommé d'ouvrir sa production hydroélectrique à la concurrence, etc.

Que dire sur ce qui se trame au Parlement européen qui a ouvert des transactions avec les Etats-Unis sur des accords de libre-échange, transactions se préparant dans une opacité totale pour les élus et les citoyens européens ! Comment un pays peut-il accepter cela, comment un député européen peut-il accepter ce déni de démocratie ! La réalité de cet accord est bien cachée :

*Qui peut deviner les retombées économiques pour l'Europe que générera le TAFTA ? Ces arguments économiques ressemblent surtout à un miroir aux alouettes dans cette période de crise ou chaque pays cherche dramatiquement chaque pourcentage de croissance et chaque milliard d'euros pour réduire sa dette.*

*Les échanges marchent déjà très bien entre l'Europe et les États-Unis, du*

*coup cette accord relève exclusivement de la question des normes. Qui s'aligneront forcément par le bas.*

*Pour commencer on rappellera qu'au départ ce traité est une initiative Américaine. Elle s'inscrit dans la démarche étasunienne de signer des accords de libre échange avec leurs voisins et partenaires commerciaux: cela a commencé en 1994 avec l'ALENA signé avec le Mexique et le Canada, porté déjà à l'époque par une administration démocrate (NDLR: l'administration Clinton), et cela se poursuit en parallèle sur l'axe asiatique avec la négociation du TPP (Trans-Pacific Partnership) qui est l'exact « cousin » du TTIP proposé à l'Europe. Au-delà du fait qu'il serait très surprenant que les États-Unis proposent tout azimut des traités dans lesquels ils seraient perdants, on peut s'interroger sur leurs intérêts pour le libre-échange.*

*Primo, il est certain que les USA cherchent à rééquilibrer leur balance commerciale catastrophique avec les autres pays du monde. Ce problème majeur de l'économie américaine qui vit à crédit depuis des années (ce que les économistes n'hésitent pas à qualifier de « bombe à retardement ») commencent à inquiéter sérieusement outre-Atlantique. Si les grosses*

*entreprises peinent à conquérir les marchés à l'étranger, il faut chercher à corriger cela à travers ces propositions de traités.*

*Secondo, quand la main droite de l'Administration Obama propose du libre-échange aux pays de la zone Europe et de la zone Asie, la main gauche renforce le « [buy american act](#) » mesure protectionniste par excellence sensée protéger le marché américain des produits et services étrangers... Doit-on s'attendre à ce que les USA reviennent sur cette loi ? Est-ce que cet abandon ne devrait pas être un prérequis à tout début de négociation ?*

*Tertio, les Américains, négocient en tant qu'état souverain alors que l'union européenne est divisée avec chacun ses intérêts. Une situation de négociation terriblement déséquilibrée (au désavantage de l'Europe) « En apparence, il s'agit de deux blocs économiques d'importance équivalente. La réalité est cependant bien différente, la confrontation opposerait un porte-avion et un chalutier. Les États-Unis*

*sont un géant économique, politique et diplomatique, l'Union européenne est un géant économique mais un nain politique...*

*Les États-Unis n'hésitent pas à verser toutes les aides publiques nécessaires au soutien de leurs « champions industriels ». Les articles 107 à 109 du traité de Lisbonne interdisent aux États membres de l'UE de verser des aides publiques aux entreprises... Les marchés publics des États-Unis sont réservés à 25 % à leurs PME...*

*Un accord de « libre-échange » avec l'UE n'engagerait que l'État fédéral, pas les marchés publics des 50 États américains. La Commission européenne, de son côté, supprime à marche forcée toute restriction d'accès aux marchés publics des États-membres de l'Union européenne... » Pour terminer sur le déséquilibre des négociations, on rappellera que grâce à Edward Snowden nous savons maintenant que les USA écoutent l'Europe via le programme de*

*surveillance Prism de la NSA. Ils sont donc en mesure de connaître la marge de négociation maximale de chaque pays et d'exploiter autant que faire se peut nos divisions internes... L'Europe n'est donc pas du tout en position d'imposer une version du traité optimale pour elle dans ces négociations.*

Publié le 22 septembre  
2014 par PandoraVox extrait  
de : **L'accord de libre-échange transatlantique: les raisons de la colère**

On sait très bien ce qu'il va se passer : les Etats-Unis veulent exporter massivement leurs produits en Europe. Ils sont freinés en cela par les lois européennes sur les OGM par exemple, les poulets trempés dans l'acide, etc. Leur but est de déréglementer ces exportations vers l'Europe. Au même titre ils voudraient voir déréglementer les lois protégeant les salariés, ils voudraient voir tous les secteurs des services publics devenir des services privés produisant du profit, secteurs dans lesquels ils vont s'engouffrer pour en avoir le monopole. Ce qu'ils demanderont c'est l'application d'un libéralisme total qui accentuera encore plus la décroissance de l'Europe. Ce qu'ils ne comprennent pas c'est qu'en

appauvrissant les Européens ils vont en fait perdre une partie de leurs clients donc appauvrir leur industrie. Mais s'ils cherchent à s'installer en Europe c'est bien sûr pour faire du profit soit en rachetant des entreprises qu'ils fermeront pour éviter la concurrence ou en employant une main-d'œuvre à bon marché comme dans les pays asiatiques. C'est pour cela qu'ils veulent absolument déréglementer le code du travail.

Et, monsieur Barroso, proaméricain ultralibéral, ne s'y est pas opposé bien au contraire. Son successeur, Jean-Claude Juncker, issu du monde de la finance y adhère également. Il n'y a pas d'alternative, soit tous les députés demandent sa démission, soit ce sont les députés qui devraient démissionner devant cette parodie de démocratie.

Il faut au contraire reconstruire l'industrie européenne à l'échelle européenne, pour le marché européen d'abord et cesser d'importer massivement les produits que nous pouvons fabriquer. Les autres continents appliquant les mêmes principes : industrialiser leur continent pour produire à l'échelle de leur continent. Donner aux populations les moyens d'acheter les produits qu'ils fabriquent en leur versant des salaires en conséquence. C'est un équilibre à créer au niveau mondial et au niveau de chaque continent. Ce n'est pas du protectionnisme puisque chaque pays, continent, produiront le plus possible ce qu'il leur faut avec les mêmes techniques, techniques qui seront, elles, échanger sans restriction entre les pays. De plus, les pays pourront adapter leur production en fonction de leur population, de leur géographie, de leur climat,...

Il est urgent de cesser de traiter en esclave les peuples asiatiques, africains, sud-américains, et bientôt européens si on laisse les capitalistes faire. Encore une fois, dans les pays relativement démocratiques, il est

urgent que le peuple change, par voie démocratique si possible, c'est-à-dire par son bulletin de vote, les dirigeants politiques et économiques au profit des têtes pensantes issus de leur rang, et il y en a de très nombreuses et très compétentes. Il faut cesser d'élire cette classe politique de droite libérale évidemment, mais de gauche libérale aussi, c'est-à-dire les sociaux-démocrates qui n'ont que le nom de socialiste qu'ils bafouent tous les jours.

A l'heure actuelle un mouvement, celui des Indignés, se rapprochent le plus de ce mode de fonctionnement de la société. Les mouvements nationaux sauront-ils se mettre à l'unisson pour créer des actions fortes concertées au niveau des Etats, au niveau international.

### **La révolution écologique n'est pas pour demain ?**

Il y a quelque temps ce fut un jour triste pour la France qui a vu son Président, Hollande, limoger sa ministre de l'écologie parce qu'elle avait osé dire une vérité évidente : le budget de l'écologie en net régression n'est pas du tout à la hauteur des enjeux vitaux de la nation et bien sûr encore moins du monde. Une fois de plus, ce Président et ce gouvernement dans lesquels le peuple avait fondé tant d'espoir après l'ère catastrophique Sarkozy, se sont complètement discrédités en étant incapables d'accepter la moindre remarque sur leur politique de la part de quelques-uns des ministres qui ne sont pas socialistes mais qui avaient donné un peu d'ouverture à ces sociaux-démocrates qui en fait sont des conservateurs incapables de se libérer du capitalisme. Ils n'ont de plus aucunement pris la mesure des risques écologiques qui menacent la France, l'Europe et le monde, malheureusement comme la plupart des gouvernements ! Quels seront les résultats de la

COP21 qui a lieu à Paris à partir du 30 novembre 2015 ?

**Que faut-il faire pour espérer limiter les catastrophes écologiques en cours et à venir ?**

D'abord limiter les déplacements mondiaux dus aux industries délocalisées en relocalisant le plus possible les industries au niveau des continents et pour certaines au niveau des pays. Pourquoi fabriquer des voitures au Japon, en Corée pour les envoyer en Europe, en Amérique et vice-versa ? Pourquoi fabriquer des pièces dans tous les coins du monde pour les assembler dans plusieurs pays et ensuite exporter les véhicules ? Et ceci est vrai pour tous les produits industriels. Fabriquons au plus près des consommateurs cela évitera de la pollution par des transports inutiles, cela donnera du travail aux populations qui, rémunérées correctement, seront des consommateurs qui assureront la pérennité des entreprises qui leur appartiendront si elles ont la forme de coopératives.

Favorisons les transports collectifs, les transports de marchandises par rail, canaux. N'utilisons les camions que pour les transports locaux. Quelle absurdité de voir ces milliers de camions traverser la France alors que le ferroutage permettrait une économie énorme et une diminution de la pollution.

Développons les énergies renouvelables avec un peu plus de convictions. Ce sont des millions d'emplois à la clé qui seront ainsi créés. Développons le recyclage sur place et n'exportons plus nos déchets vers les pays du tiers-monde de plus en plus pollués. Des milliers d'usines et des milliers d'emplois seront ainsi créés. Mettons-nous enfin à rénover énergétiquement les bâtiments anciens et construisons écologiques.

**La révolution agricole** : abandonnons les cultures intensives qui épuisent les sols, polluent par l'utilisation massive de pesticides et d'engrais chimiques. Chaque pays, chaque région doit cultiver le plus possible ce qu'il faut pour nourrir au plus près sa population et éviter ainsi les importations massives de produits cultivables sur place. De plus on verra alors augmenter le nombre d'agriculteurs ce qui créera des emplois directs et indirects, agriculteurs qui sont également les garants de l'entretien et de la conservation des territoires surtout si on les aide à pratiquer des cultures et élevages biologiques.

Eduquons les populations et donnons-leur les moyens de se nourrir sainement avec les produits locaux, les produits de saison. On économisera alors énormément sur la santé.

Combattons l'obsolescence des produits, obsolescence mise en place par les industriels pour produire plus, mais obsolescence qui est source de gaspillage, de pollution et qui en fin de compte coûte très chère à la collectivité qui doit assumer ces tonnes de déchets et leurs traitement et recyclage lorsque c'est possible. À une époque où les ressources naturelles sont en voie de disparition on peut taxer cette politique d'inconscience de la part des politiques et des dirigeants économiques qui ne prêchent que le profit, la croissance. Et c'est l'inverse qui est en train de se produire, décroissance, austérité, pauvreté, misère, révoltes, révolution, terrorisme, catastrophes climatiques, etc.

Les politiques et dirigeants actuels ne voulant pas prendre conscience de tous ces problèmes et ne voulant en aucun cas faire cette révolution économique, il ne reste que le peuple et ses forces vives très nombreuses pour inverser la vapeur et sauver ce qui peut encore l'être, car on ne renouvellera

pas les matières premières naturelles épuisées ou en voie d'épuisement, on n'inversera pas d'un coup de baguette magique l'augmentation des catastrophes naturelles, en constante augmentation, dues au réchauffement climatique, on ne dépolluera pas facilement les terres, les rivières, les mers et océans pollués et en fin de compte on ne pourra pas permettre au bientôt dix milliards d'humains de vivre décemment.

### **L'obsolescence des politiques**

Faut-il faire une profession de la politique ? Non. Et pourtant c'est ce qui se passe dans la plupart des pays et encore plus particulièrement en France où vous commencez comme maire ou conseiller général, puis conseiller régional, député, sénateur, ministre, quand ce n'est pas deux ou trois mandats en même temps ! Quand, de surcroît, vous êtes issus de l'ENA ou de Sciences Po, vous n'avez jamais été en prise direct avec le monde du travail. Tout ce que vous savez est livresque ou issu de conseillers que vous avez choisis dans la même mouvance. Avec de tels CV nos hommes (et femmes) politiques sont totalement déconnectés du réel et au bout d'un certain temps complètement sclérosés. La solution ! Limiter le nombre de mandat successifs dans la même fonction à deux, et limiter le nombre de mandats électifs à quatre, l'idéal étant de reprendre une activité professionnelle entre chaque mandat. Bien sûr il faut supprimer l'ENA et Science Po, écoles de la pensée unique celles du libéralisme débridé depuis quarante ans, pour recruter des hommes politiques dans la société civile, hommes politiques avec de l'expérience sur le terrain, de même que leurs conseillers qui, trop souvent, n'ont pas eu d'activité réelle dans le «civil». Ainsi le politique retrouvera une crédibilité en écoutant ce qu'a à dire le

peuple et ses intelligences, ce qui évitera les décisions unilatérales à l'échelle du monde, de l'Europe et du pays. On en a un triste exemple actuellement avec des décisions politiques à l'échelle de l'Europe toutes organisées autour de l'austérité, et qui s'avèrent catastrophiques pour l'économie, l'écologie et les citoyens et mènent irrémédiablement à la récession. De plus les financiers et dirigeants des multinationales ne veulent absolument pas changer de cap et continuent inlassablement à spéculer et à mettre en avant le profit comme seul moteur de l'économie.

Pour les capitalistes, et l'Europe en tête, tout ce qui est dépenses publiques est à suspendre, tout doit être du domaine privé et source de profit, le salarié est considéré comme une charge, les cotisations sociales sont considérées comme des charges, les impôts sont de même des charges. Et tous les moyens, légaux et illégaux, sont bons pour s'y soustraire. Une telle politique économique et sociale mène à la récession économique et sociale. Il est temps de remettre des hommes compétents à la tête de toutes les grandes institutions qu'elles soient mondiales, européennes ou nationales. Des hommes qui considéreront le travailleur comme un atout pour l'avenir, les cotisations sociales comme une valeur d'ajustement sociale et les impôts comme une nécessité économique et sociale.

Il ne faut plus donner ses voix lors des élections à tous ces politiques, dirigeants qui n'ont qu'une ambition, de plus à court terme, garder le pouvoir, sinon en avoir plus, et faire le maximum de profit ! Les élections à venir sont une occasion inespérée, une occasion à ne pas manquer, pour faire changer les politiques nationales et européennes et les faire évoluer vers une vraie politique sociale et économique, en débarquant tous ces politiques actuels,

de droite comme de gauche, conservateurs, libéraux, et en plaçant de vrais socialistes au sens propre du mot et non au sens politique, issus des intellectuels, penseurs du peuple, économistes, patrons, cadres, ouvriers et employés, responsables associatifs, syndicaux, venant du peuple, ayant «la tête sur les épaules». Il faut abandonner à leur triste sort ces politiques et dirigeants économiques du type énarques, faisant profession de la politique, totalement déconnectés des réalités, ceux qui en fait viennent de mener le monde au chaos au cours des trente dernières années. Malheureusement les élections qui ont eu lieu en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Allemagne montrent que les peuples n'ont pas compris les enjeux ; ils votent plus pour «se débarrasser» de politiques en place que pour installer des hommes et femmes compétents ! En cela les médias les aident beaucoup, surtout la télévision, principale source d'information du peuple, qui se montre très peu indépendante.

Le peuple, mal informé, vote de plus en plus pour les partis nationalistes comme le front national en France, même lors d'élections locales et régionales, ne connaissant pas le rôle de chaque institution et les conséquences de leur vote sont catastrophiques pour ces institutions démocratiques proches d'eux et essentielles à la vie quotidienne puisque ce sont elles qui gèrent la culture, les structures pour l'enseignement, les transports locaux et régionaux, les aides aux chômeurs, aux personnes âgées, etc.

Mais une fois plus, lors des élections régionales de l'automne 2015, le peuple a voté contre la politique gouvernementale en donnant un tiers de ses voix au Front national. Il n'a pas examiné les propositions des différents candidats en termes de gestion des grandes régions au sein d'une Europe désunie, gouverné par la

dictature de la commission européenne. Et d'abord, a-t-on informé les citoyens sur le « pourquoi » de la création de grandes régions. Jamais, dans les médias traditionnels que sont les grandes chaînes publiques, jamais, dans les journaux régionaux les plus lus ! Ensuite tous ces politiques s'étonnent du vote sanction qui leur est appliqué !

Le but des politiques qui se présentent à ces postes ne seraient-ils pas d'abord d'informer les populations sur le rôle que vont jouer ces institutions dans leur vie quotidienne ?

### **Y a-t-il un espoir de changement ?**

Au vue de la politique menée dans le monde depuis la crise de 2007/2008 aucun revirement, aucune prise de conscience des politiques, des financiers et des grandes entreprises n'ont été effectués ; on continue la même absurde politique économique qui voit le pouvoir confisqué par les grands financiers et les multinationales, les hommes politiques accordant tout crédit aux ultralibéraux qui mènent le monde à sa perte. Tous les jours nous entendons et lisons dans les médias les mêmes refrains : compétitivité, croissance, délocalisations, cours de la bourse, déficit budgétaire, libéralisation de tous les services publics, etc.

Et les mêmes conséquences qui s'aggravent chaque jour : augmentation du chômage, de la pauvreté, de l'esclavage ouvrier, des conflits, de la misère et pour terminer inconscience écologique.

Y a-t-il un espoir ? oui, si l'on considère les actions des ONG, des coopératives ouvrières, des organisations écologiques, des syndicats, des associations caritatives, et enfin des citoyens, intellectuels, scientifiques, des citoyens du peuple, qui mènent des actions alternatives avec succès dans les domaines de la santé, du travail, de la lutte contre

l'analphabétisme, de l'écologie, de la démocratisation et de la paix.

Malheureusement on est encore loin d'une prise de conscience collective massive. Il est juste à espérer qu'elle ne viendra pas trop tard, c'est-à-dire quand la terre aura tellement été saccagée qu'elle ne pourra plus jouer son rôle de terre nourricière des êtres qu'elle a engendrés.

Pour que cette prise de conscience arrive effectivement, il n'y a qu'une solution, l'éducation et la culture données à tout être humain, ce qui lui permettra d'analyser et de prendre les bonnes décisions. Mais pour cela les conditions de vie doivent permettre aux humains de réfléchir et agir ; dans l'instabilité qui règne actuellement c'est impossible pour une majorité qui est totalement accaparé par «trouver les moyens de survivre» soit dans des pays en guerre, soit pour obtenir les besoins primaires de la vie qui, même dans les pays dits industrialisés, ne sont plus assurés. La faute à qui : à tous les capitalistes néolibéraux qui gouvernent et dominent le monde.

## **La France**

La France a une situation géo-climatique donc économique privilégiée dans le monde :

Un climat tempéré relativement varié, pas de dangers naturels imminents, des côtes bien réparties sur la moitié de son périmètre, un relief varié.

En fait elle a tout pour réussir sur le plan agricole, un patrimoine touristique naturel et historique immense, une population à sa mesure dans l'ensemble efficace donc favorable à une industrialisation de pointe.

Alors pourquoi notre pays est-il dans une situation économique aussi peu reluisante ? Tout simplement parce qu'il a adhéré sans restriction au libéralisme mondial galopant depuis les années quatre-vingts, et qu'il a petit à petit détruit, ou laissé détruire, presque tout son tissu industriel, tous ses acquis sociaux, son agriculture, son commerce et même depuis peu son système éducatif et sa culture. Seul son attrait touristique a été en partie conservé et amélioré grâce notamment aux élus locaux connaissant bien les atouts de leur région.

Peut-on redonner un nouvel élan à cette France si riche ? Oui, si on oublie les sirènes multinationales qui achètent tout à prix d'or pour ensuite exploiter à outrance et ensuite «jeter» dès que les profits ne sont plus à la hauteur des espoirs des actionnaires. Reste-t-il des entreprises françaises indépendantes de ce système capitaliste mondial. Pratiquement pas, la plupart ont été cédées lors de succession, rachat, privatisation, alliances, à des groupes et capitaux étrangers. Mêmes notre patrimoine, nos équipes de foot ont été achetés par les pétrodollars ou autres. La France a complètement perdu sa souveraineté. Cela n'aurait pas été grave si cela s'était fait avec une construction européenne économique et sociale, pourquoi pas la construction d'une Europe fédérale

dans laquelle le concept d'économie humaniste aurait primé ! Mais comme tous les pays européens la France a cédé à l'argent et au Dieu «Profit Pouvoir», chaque pays voulant dominer les autres. Le résultat est une Europe avec une monnaie soi-disant unique mais n'ayant pas la même valeur en terme de pouvoir d'achat dans chaque pays, une Europe ultra-libérale avec un parlement européen proaméricain, une Europe où règne une concurrence effrénée entre chaque pays, c'est-à-dire un échec total de la construction européenne sur tous les plans, politiques, économiques, sociales, militaires.

### **La solution :**

Que l'on reprenne cette construction sur des bases nouvelles orientées économie humaniste.

Chaque pays pourra alors mettre en valeur son potentiel économique et humain au service d'une Europe unie. Pour cela il est évident qu'il faut changer tous les dirigeants, qui sont tous adeptes du libéralisme, et les remplacer par de vrais humanistes qui mettront en place une politique au centre de laquelle l'humain retrouvera la première place.

La France, dans cette Europe, avec ses atouts géographiques, climatiques, économiques, humains, ne peut être qu'un des principaux moteurs de cette construction nouvelle.

### **La politique du «toujours plus»**

Lorsque je faisais partie d'associations culturelles, chaque année, en préparant l'assemblée générale, j'entendais toujours le même refrain : de combien augmente-t-on nos prestations ? De combien augmente-t-on nos cotisations ? etc.

Je n'ai jamais entendu parler quelque'un de stabilité et encore moins de diminution !

Comme si, dans la tête de chacun été ancré le fait que l'on ne pouvait qu'augmenter les prix !

Il en est de même pour tous les services publics qui une ou deux fois par année révisent leurs prix à la hausse. Et depuis que certains services publics ont été privatisés (comme les autoroutes, GDF<sup>o</sup>), ou cotés en bourse (comme EDF), ou semi-privatisés comme la Banque Postale, tous augmentent les prix, ou les taxes. Ceci vient de la culture libérale insérée dans le cerveau de tous par les médias relayant le message des politiques, des financiers : il faut qu'il y ait de la croissance, il faut qu'il y ait toujours plus de profit.

Il n'y a que les salaires, les retraites, diverses prestations, les revenus agricoles qui eux ne bougent pas ou si peu qu'ils sont en fait à la baisse. Ce qui bien sûr est fait pour augmenter les profits des actionnaires. Et sans croissance pas d'avenir ! nous disent-ils ! Pourra-t-on continuer comme cela, consommer plus, gaspiller ? Les pays en voie de développement et le Tiers-Monde veulent également consommer plus et aspirent à être au même niveau que les Occidentaux. Evidemment, perspective impossible avec les sept milliards d'habitants de la Terre et la perspective des dix milliards d'ici la fin du siècle.

L'avenir, que devra-t-il être ? D'elle-même la régulation se fera ou alors le chaos éliminera une grande partie de la population mondiale. L'être humain devra se recentrer sur ce qui me paraît vital :

La nourriture, le logement, l'éducation et la culture, les loisirs. Mais avec le souci de produire que ce qu'il lui faut sans chercher le « toujours plus » des multinationales ravageuses, en respectant son environnement donc sans polluer plus, ce dont se moquent les adeptes de la croissance sans borne. La solution, une économie humaniste telle que décrite dans les paragraphes précédents : cultures vivrières et commerce équitable, industries proches des consommateurs et réparties sagement dans le monde, éducation pour tous, richesses exploitées également équitablement, entraide pour les savoirs et savoir-faire entre les peuples et les générations.

Tout est à construire ! Il n'y a guère que les associations caritatives qui font cette démarche, le monde économique étant totalement déshumanisé donc sans respect pour l'individu.

De plus en plus de monde s'élève contre cette politique économique gaspilleuse, irrespectueuse des Hommes et de l'environnement. Il faut espérer que

petit à petit, leur nombre augmentant avec la croissance de la population, ils finiront par prendre le pouvoir et imposer une nouvelle économie mondiale recentrée sur la proximité des consommateurs et travailleurs.

### **L'éducation et la culture**

Les moteurs incontestables du passage de pays sous-développés ou en voie de développement au statut de pays développé.

Beaucoup de pays, et surtout les femmes de ces pays en voie de développement, ont compris que leur sortie de la misère ne pourrait se faire que si l'éducation pour tous est mise en place, et encore plus si elle est mise en place pour les filles. Les talibans ont bien compris que laisser les filles accéder à l'école s'était remis en cause de leur despotisme ; et c'est pour cela qu'ils combattent l'accès à l'éducation scolaire des filles. Et si les pays développés veulent réellement aider les pays sous-développés dont ils profitent scandaleusement, c'est en les aidant à créer des écoles, à former des enseignants. Par là ils contribueront au progrès social et économique de ces pays, à la paix. Des gens éduqués ne se livreront pas aussi facilement à l'enrôlement et aux exactions de toute sorte.

La culture, c'est une connaissance des êtres, du monde qui nous entourent, une connaissance de leur passé, une analyse des réussites et des échecs passés. Même dans nos pays dits civilisés la culture n'est malheureusement pas accessible à tous, et les gouvernants ne tiennent pas trop à ce que les peuples soient cultivés, ils pourraient remettre en question leurs décisions et leurs pouvoirs. La discrimination se fait bien sûr par l'argent mais aussi par le fait que la culture ne se transporte pas vers les gens. De plus les programmes scolaires ne laissent pas assez de place à

la culture. On enseigne l'histoire, la géographie, les sciences, les arts comme des disciplines devant donner des savoirs mais on oublie de donner aux élèves les clefs de la compréhension de ces matières qui sont avant tout culturelles. Comprendre ce que l'on entend à propos de ces disciplines et certainement plus importants que d'emmagasiner des connaissances dont les enfants et les adolescents ne voient pas le sens.

Parlons de l'école et de son organisation, en France au sein de l'Education Nationale, que l'on n'a pas encore osée transformer en Education tout court, malgré la pression de beaucoup de politiques. Nous avons la chance d'avoir sur le territoire une école avec des enseignants formés identiquement, des horaires et programmes identiques, seules les moyens matériels ne sont pas les mêmes car ils sont fonction de la richesse et des orientations des collectivités territoriales. Il faudrait trouver le moyen d'équilibrer ces moyens.

En France, l'Education Nationale, a un gros problème, celui de la volonté de chaque ministre de faire sa réforme, et de défaire la précédente. Durant mes quarante années de carrière j'ai bien subi une quinzaine de réformes, j'ai même été formé dans une spécialisation que l'on a supprimée l'année suivante, et j'ai suivi des stages dans des disciplines que l'on a remplacées au bout de deux trois années, et cela au moins quatre fois. Quelle perte de temps, de moyens, et quel tâtonnement. Et l'on a en rien résolu les problèmes d'échec scolaire, bien au contraire, ils sont en constante augmentation !

Et enfin le dernier ministre en place a décidé de s'attaquer aux rythmes scolaires. Cela faisait quarante ans que les enseignants demandaient une vraie réforme de ces rythmes. Mais malheureusement, je dirais comme d'habitude, la réforme est faite sans eux,

sans vraiment les consulter, à la va-vite, sans tenir compte des études faites par les spécialistes de la psychologie de l'enfant et des pédagogues, sans moyen, ou en se déchargeant sur les collectivités territoriales, ce qui va accentuer les inégalités déjà criantes en France entre les écoles « des riches » et « les écoles des pauvres ». Le premier bilan de cette réforme est catastrophiques dans la plupart des écoles et rejetée par une majorité de parents, d'élus locaux et d'enseignants. Et le gouvernement, sereinement, persiste dans sa méprise et assène tous les jours dans les médias que là où la réforme s'est faite c'est un grand succès. Ils n'ont certainement pas consulté les principaux acteurs. Comme toujours les politiques au pouvoir sont dans la « persévération », c'est-à-dire qu'ils persistent dans leurs actions même si elles s'avèrent totalement improductives (*définition en psychologie : Tendance de certains patients à maintenir ou répéter le même type d'acte, de conduite ou d'expression verbale, indépendamment de stimulations, conditions situationnelles et/ou sollicitations nouvelles.*).

Malheureusement il n'y a pas qu'au niveau de l'école qu'ils ont cette attitude. Le monde politique, dans sa frénésie à garder le cap du libéralisme débridé, répète, prend chaque jour des décisions inadaptées sans tenir compte de la situation catastrophique qu'ils ont créé par leur politique précédente. Et ils enfoncent le monde dans une crise économique et sociale qui s'amplifie chaque jour. A quand, et par qui viendra le sursaut ? Le peuple révolté, certainement !

Revenons à l'école qui doit se réformer non seulement au niveau des rythmes, mais aussi au niveau des programmes, au niveau de la formation des enseignants, au niveau de son articulation avec le

temps périscolaire, au niveau du temps passé hors structure scolaire, dans la famille, au niveau de l'éducation parentales, au niveau de l'évaluation, de l'orientation qui doit mieux s'adapter à la société, aux aspirations de l'enfant.

Commençons par les rythmes scolaires.

Et lorsque l'on pense rythmes scolaires, commençons par le rythme annuel qui, en France est mal équilibré à cause de vacances d'été trop longues et à cause des zones créées artificiellement pour faire plaisir à l'industrie touristique qui peut très bien s'adapter à un autre rythme.

Pour les vacances d'été il est évident qu'elles doivent commencer le 1<sup>er</sup> juillet et se terminer le 15 août. Pourquoi le premier juillet ? Tout dépassement sur juillet se solde par un absentéisme énorme (souvent plus de la moitié des effectifs), à partir du 15 août j'ai entendu très souvent les enfants se plaindre qu'ils en avaient « marre » des vacances et voulaient retrouver l'école et bien sûr leurs copains. Pour ce qui est des examens qui déstabilisent le mois de juin, notamment en lycée, il serait temps de vraiment donner sa place au contrôle continu et aux examens en cours d'année scolaire !

Les autres vacances pour être efficaces doivent durer deux semaines et s'échelonner tout au long de l'année environ tous les sept semaines.

Donc première vacances le 10 octobre jusqu'au 25 octobre puis les vacances de Noël du 16 décembre au 3 janvier. Les vacances d'hiver placées souvent trop près des vacances d'hiver à cause de ces fameuses zones faites pour favoriser le tourisme d'hiver mais pas pour le repos des enfants doivent être placées du 17 février au 4 mars pour tout le monde. On peut à la limite tolérer deux zones en décalant une zone d'une semaine mais ne pas faire comme souvent, seulement

quatre semaines depuis début janvier ou de mi-mars à mi-avril. Les vacances de printemps quant à elles débiteront le 20 avril jusqu'au 5 mai. On se trouve donc avec une dernière partie de l'année un peu longue, mais il y a le fameux jeudi de l'ascension qui demande un pont que beaucoup de parents prennent selon leur bon gré ; alors instaurons-le !

La semaine scolaire, elle, devrait impérativement être de quatre demi-journées et demie :

« Je suis très favorable à l'école le samedi. Les gens pensent souvent que le problème est celui du lever, mais c'est celui du coucher. Si l'enfant travaille le samedi il ne sera pas désynchronisé, puisqu'il sera dans son rythme de semaine. » (propos de François TESTU, Professeur, responsable de l'ERT « éducation »)

Tout est dit ! Alors parents, maire, enseignants, conseillers généraux et ministre favorables à la suppression du samedi remplacé par le mercredi matin feraient bien de penser aux enfants avant de penser à leur sacro-saint week-end de deux jours ! et je ne parle pas des départs en week-end le vendredi soir pour ensuite rentrer tard le dimanche soir ! Les enfants sont épuisés le lundi et il leur faut la journée pour se remettre dans le bain. De la même façon les enfants allant à l'école le mercredi matin et subissant des activités extra-scolaires juste après les cours de l'après-midi sont épuisés à partir du jeudi. Un vrai gâchis que ces rythmes hebdomadaires qui voient sur neuf demi-journées, six qui ne sont pas avec un rendement optimal !

Et la journée scolaire ? Beaucoup trop longue de la maternelle au lycée ! Depuis la naissance des regroupements pédagogiques et le regroupement de certains collèges le fait d'être obligés de prendre les transports scolaires a allongé la journée d'une à deux

pour les élèves ; et parfois plus pour les lycéens dont certains démarrent de chez eux à 6 heures 30 pour un retour dépassant les 19 heures. Et après il y a encore devoirs et leçons qui vont exiger un travail jusqu'à 23 heures certains soirs. Seules les élèves les plus rapides et les plus doués peuvent suivre ce rythme infernal !

Les rythmes ne sont évidemment pas les mêmes de la maternelles au lycée, alors adaptons-les à l'âge et à la physiologie des enfants.

Pour tous la journée commence trop tôt ! neuf heures serait la bonne heure pour tous.

Les élèves de maternelle iront jusqu'à onze heures avec des activités ne dépassant pas vingt minutes à une demi-heure en alternance avec des pauses récupératrices. Mais les enseignants de maternelles savent gérer ce temps scolaire depuis toujours !

Après le repas, à midi, les deux, trois et quatre ans feront une sieste réparatrices plus ou moins longues et pourront reprendre une activité éducative de 15 heures 30 à 17 heures, heures durant laquelle leurs capacités sont à leur point fort.

On peut appliquer le même rythme pour la grande section et les CP sans la sieste qui sera remplacée par un temps d'activités calmes et relaxantes.

A partir du cours élémentaires une matinée de neuf heures à 11 heures 30 coupée par une pause de vingt minute sera la bonne solution avec alternance d'activités à hautes concentrations et à plus faible attention.

L'après-midi commencera toujours vers 13 heures 30 par des activités plus ludiques, ateliers technologiques, scientifiques, artistiques, suivis d'une période de 15 heures 30 à 16 heures réservées aux apprentissages fondamentaux.

« Exploiter les variations rythmiques quotidiennes des facultés d'attention, concentration, mémorisation :

placer au « bon » moment les activités sollicitantes », tel est le propos du Docteur Doladille de l'Académie de Limoges et des pédagogues et psychologues de l'enfance.

Il est tout de même incompréhensible que l'on tienne si peu compte des rythmes biologiques des enfants pour élaborer les rythmes scolaires !

Chez les collégiens c'est encore pire, qui voient, à côté de cette semaine continue des journées déséquilibrées par des emplois du temps mal « ficelés ». J'ai vu des sixièmes avec des journées de huit heures suivies de journées de quatre heures avec trois heures d'études et des cours de mathématiques placés trois jours de suite de 16 à 17 heures. On ne peut pas faire pire ! Soit on a des dirigeants incapables ou des dirigeants qui ne connaissent pas le public à qui il s'adresse. Je reparlerai de la formation des enseignants et du mode de recrutement des inspecteurs, des principaux de collège et des proviseurs.

Au collège la journée d'un élève de sixième ne devrait commencer qu'à 9 heures et se terminer à 15 heures 30 ; avec les devoirs qu'il aura à faire en rentrant à la maison la journée sera bien assez chargée ! Un élève de cinquième terminera à 16 heures et un élève de quatrième ou troisième à 16 heures 30. Ce n'est pas aux élèves de s'adapter aux transports scolaires mais bien l'inverse qui doit être exigé ! Et la répartition des cours dans la journée doit être beaucoup plus judicieuse, tenir compte des rythmes biologiques de l'enfant et de l'adolescent plus aptes à soutenir leur attention le matin. C'est là que seront placées en priorité les heures de Mathématiques, Français et langues. Les autres matières, que je qualifierai de culturelles, seront placées l'après-midi. Il sera nécessaire de revoir tous les programmes et toute l'organisation de ses activités culturelles.

Le lycéen lui est un vrai forçat de l'école ! Jamais un travailleur ne serait capable de subir un rythme pareil d'activité dépassant souvent les quatorze heures d'études ! Pour eux aussi la pause du mercredi est indispensable, et le travail du samedi matin salubre. Quant à la journée elle ne devrait jamais commencer avant neuf heures et s'étendre au-delà de 17 heures. Avec les temps de transports scolaires et le travail à la maison la durée d'une journée atteindra plus de dix heures. Le système actuel est particulièrement discriminant et tenable uniquement par les très bons élèves rapides, efficaces et qui ont de très bonnes conditions de vie à la maison.

Et les **programmes** ?

Les programmes réalisés la plupart du temps par des conseillers du ministère, universitaires peut-être de haut niveau mais certainement ni pédagogue, ni psychologue, c'est-à-dire sans aucune connaissance de l'enfant et de l'adolescent, de leurs besoins et capacités. Et en plus les programmes sont élaborés sans concertation réelle avec les vrais acteurs du monde éducatif : les enseignants. Et dernier problème il n'y a aucune transversalité dans l'élaboration de ces programmes. Un élève peut très bien étudier la Grèce en histoire et le cubisme en arts plastiques, la musique baroque en musique, l'Amérique du Nord en géographie, plus d'auteurs classiques en Français, ou si peu ! Et la transversalité en mathématiques, physique-chimie, SVT et technologie est inexistante ! Les élèves sont complètement perdus dans la chronologie des faits historiques ; de plus comme les programmes les noient souvent par des détails on assiste à l'acquisition de connaissances éparpillées, à des confusions dantesques de la part des jeunes élèves. Ils sont souvent illogiques, fouillis noyant l'élève dans une pléthore de détails alors que les grandes lignes ne

sont pas tracées. C'est le cas surtout en histoire, géographie mais même en SVT, en technologie. Dans les matières expérimentales on s'est arrangé pour réaliser des programmes qui demandent très peu d'expérimentation tout simplement pour supprimer le travail par groupe. Le but étant de faire des économies et de gagner des postes d'enseignant. Essayez donc de faire exécuter des travaux expérimentaux à trente élèves dans des laboratoires prévus avec quinze postes. Outre une supervision impossible par le professeur cela est même dangereux ! En technologie le sens pratique de la vie a complètement été occulté et remplacé par des études de ponts par exemple. Et l'on constate que les adultes ne savent même plus monter ou réparer une prise, ne savent plus mener à bien un projet domestique de bricolage. Et pourtant la pédagogie de projet menée dans le programme précédent amenait les élèves à une profonde réflexion sur les moindres activités domestiques comme industrielles.

En mathématiques et français ce sont plutôt les méthodes d'apprentissage qui sont à revoir, le manque de logique est flagrant. Lorsque je constate comment les élèves abordent un problème je suis atterré, par de vue globale des solutions pour arriver au résultat final ; ils font des opérations sans savoir vraiment ce qu'ils calculent, et j'en passe ! Le sens des opérations, les tables de multiplications, les opérations, ne sont plus acquis à la fin du primaire et pas plus en fin de 5<sup>ème</sup> par les deux-tiers des élèves. Leur capacité, au même niveau d'analyse de la structure d'une phrase est aussi désastreuse. La conjugaison est un mystère que des professeurs non formés tentent d'inculquer à des élèves au collège. Et ne parlons pas de l'orthographe et d'une écriture lisible, cela fait partie de la préhistoire de l'école. Toutes ces notions étaient,

il y a cinquante ans, acquises en fin de cycle du primaire. Sans revenir au passé, c'est-on vraiment posée la question du «pourquoi» de cet échec de l'apprentissage des notions de base que chaque ministre de l'éducation veut remettre à l'ordre du jour sans jamais y réussir et s'en donner les moyens !

Alors doit-on mettre la faute sur les enseignants et leurs méthodes d'enseignement. Certes non ! ils sont confrontés à un public, surtout en secteur dit défavorisé, sans vocabulaire, sans culture. Ils sont obligé d'enseigner à des classes surchargées dans lesquelles un tiers des élèves sont en difficulté. Ils sont obligés d'appliquer des programmes touffus, sans logiques ; heureusement la plupart corrige d'eux-mêmes les carences de ces programmes. Et pour beaucoup s'ajoute la difficulté de se former sur le tas, la formation des enseignants s'étant réduite comme peau de chagrin durant les trente dernières années pour devenir quasiment inexistante. Leur bouée de sauvetage, l'entraide, les réseaux, le partage des méthodes et des cours, et évidemment un travail de recherche de l'efficacité constante. Si on y ajoute la préparation des cours, les corrections, et surtout les réunions en tout genre plus les soi-disantes conférence pédagogiques, la durée du travail d'un enseignant est souvent démesurée (plus de cinquante heures par semaine), ce qui engendrent fatigue, stress, et bien d'autres maux !

Et en langues c'est le néant ! Avec les méthodes actuelles, trente élèves par cours, les Français ne sont pas prêt de devenir bilingues ou trilingues.

Lorsque l'on apprend sa langue maternelle ne commence-t-on pas par apprendre le langage parlé et l'écrit n'apparaît qu'à partir de six ans lorsque vocabulaire et syntaxe sont relativement bien acquis.

Calquons l'apprentissage des langues, au moins de l'Anglais, sur ce modèle, dès deux ans, par une demi-heure de bain linguistique chaque jour. Et ensuite faisons de même pour toute nouvelle langue, l'oral avant l'écrit par petit groupe en utilisant les labos de langues informatiques si l'on en possède ; c'est le cas dans les collèges et lycées. Et évidemment recrutons des personnes compétentes en maternelle et primaire. Un instituteur ne devient pas professeur d'Anglais par qu'il a fait de l'Anglais au lycée et quinze jours de stage !

La formation des enseignants a été abandonnée depuis pas mal d'années ce qui s'est avéré catastrophique pour certains jeunes enseignants qui se sont rendus compte trop tard qu'ils n'étaient pas faits pour ce métier. Eux-mêmes et les élèves en pâtissent. Rappelons-nous de la formation à l'école normale des instituteurs qui étaient choisis parmi les meilleurs élèves pour passer le concours. Evidemment, à l'époque, c'était un honneur d'être enseignant. Celui-ci était respecté, rémunéré correctement. A l'heure actuelle le salaire «minable» versé aux enseignants français (l'un des plus faibles d'Europe) ne favorise plus le respect dans une société où les signes extérieurs de richesse engendrent ce respect. Et les campagnes de dénigrement orchestrées par les politiques, la tutelle n'arrangent rien dans une société où la jeunesse n'a plus de repères et souvent d'éducation.

La formation des enseignants, confiée aux universités, est un échec patent, les enseignants du supérieur ne connaissant pas le monde de l'éducation. Ils privilégient un enseignement théorique qui est déconnecté du secteur éducatif. De plus l'inégalité des universités se répercute sur les programmes des ESPE

## (LES ÉCOLES SUPÉRIEURES DU PROFESSORAT ET DE L'ÉDUCATION).

Donc il est indispensable de remettre en place une vraie formation initiale des enseignants, ainsi qu'une formation continue. A quoi sert d'avoir un niveau de bac+5 si l'on est incapable d'enseigner les opérations et leur sens à des élèves de primaire !

Tout enseignant devrait avoir une formation de base type ancien bac science-ex puis D, donnant une solide formation scientifique sans négliger la formation littéraire et la culture générale. Comment enseigner les mathématiques en primaire, explorer les sciences, avec un petit niveau de troisième dans ces domaines. Des enseignants qui ont suivi une filière littéraire depuis la classe de seconde ont un manque flagrant de culture scientifique et inversement ceux ayant suivis un cursus scientifique manque cruellement de références littéraires. Les filières bac actuelles sont trop tôt spécialisées et pour certaines ne donnent pas une solide culture générale nécessaire à tout enseignant, comme à tout citoyen.

La solution est évidente, refonder tous les programmes de la maternelle aux classes terminales en s'appuyant sur les enseignants, les spécialistes et chercheurs disciplinaires, les pédagogues et psychologues.

Un baccalauréat général pour tous avec des options possibles selon les pôles d'attractions des jeunes : musique, arts plastiques, technologie, langues, économie, littérature, arts culinaires, etc. En fait une ou deux options qui serviront à coup sûr de tremplin pour le choix futur d'orientation après le baccalauréat.

### **L'évaluation**

L'évaluation à la française n'est pas une évaluation des acquis des élèves, des savoirs et savoir-faire mais une notation basée sur des critères de notation par la

négation particulièrement discriminatoire pour les élèves moyens et encore plus pour les élèves en difficulté. Seuls le tiers d'élèves, les bons et excellents, sont favorisés par ce système.

Un exemple réel :

En SVT, l'élève est une fois absente, n'a pas réussi à récupérer le devoir à faire donc ne l'a pas rendu en temps utile, elle a eu un zéro donc ce n'est pas une évaluation. Une autre fois quelque peu laxiste elle a fait le dessin d'une feuille pas très soigné, mais toute la nomenclature était juste ; n'était-ce pas l'essentiel ! Note 3/20. Pour le trimestre trois autres notes qui sont 15, 16, 15 ; moyenne du trimestre 9,8 ; au conseil de classe et sur le bulletin trimestriel l'appréciation est : élève médiocre, pas assez de travail, les leçons doivent être apprises !

Une conclusion absurde, si on considère les acquis de cet élève ils sont excellents. Et si en fin d'année cet élève a d'autres notes et remarques de ce genre le conseil de classe proposera un redoublement (c'est l'habitude aussi absurde de la France). Le résultat : dès le premier trimestre l'élève est démotivé par cette notation et l'appréciation de fin de trimestre. Il dit «détester» la prof et par conséquent la matière. Il ne fera donc plus aucun effort pour réussir dans cette discipline. Supposons que cela se produise dans plusieurs disciplines, on aura alors fait d'un élève somme toute bon, un «cancre» démotivé et peut-être indiscipliné, un adolescent en rupture avec le système scolaire ; gravissime ! Juste à cause d'un système d'évaluation «idiot» !

Autre exemple :

Le professeur de mathématique donne cinq petits exercices sur les nombres relatifs. Lorsqu'il a terminé la distribution des feuilles aux vingt-huit élèves de la classe il ramasse les copies des premiers et ainsi de

suite. Une bonne partie des élèves n'ont pas eu le temps de terminer ou de vérifier leurs exercices. Après notation la moyenne de la classe pour ces exercices est de 13,5/20. La conclusion qui devrait en être tirée, c'est que la notion n'est pas acquise. Les exercices sont corrigés et ensuite on passe à autre chose. Cette évaluation a-t-elle déterminée si la notion de nombres relatifs était acquises : non ! De plus on passe sur cette notion car il faut avancer dans le programme. Et c'est ainsi que des élèves accumulent les lacunes ! Le professeur aurait dû laisser le temps aux élèves de terminer les exercices. Il aurait pu évaluer si cette notion était acquise ! S'il voulait tester la rapidité de raisonnement des élèves il fallait qu'il entraîne oralement ses élèves. Puis en fonction des résultats d'une nouvelle évaluation les élèves n'ayant pas acquis cette notion ou pas à l'aise devaient être pris en main par un enseignant pour une remédiation en petit groupe

Ce qu'il faut faire est évident mais n'a jamais voulu être mis en pratique par le ministère qui, après avoir effectué une consultation nationale sur le sujet et une grande conférence-débat, a tout simplement remis le dossier au placard. Pourquoi ? Manque de courage, d'ambition, de budget ?

Il est urgent d'évaluer les savoirs, les savoir-faire c'est-à-dire les acquis des élèves tout au long de leur scolarité par la mise en place dans chaque discipline de référentiels d'acquis à chaque niveau. Et dans le cas où une lacune est détectée, un professeur doit pouvoir remettre l'élève à niveau en intervenant de suite quitte à extraire l'élève du cours normal pendant quelques heures. Evidemment cela demande en primaire un enseignant disponible pendant les heures de classe, et en collège et lycée des professeurs pouvant intervenir à tout moment donc déchargés d'une partie de leurs

cours devant les classes. De cette façon on détectera facilement les lacunes avant qu'elles ne s'accumulent, et on redonnera confiance aux enfants et adolescents qui se sentiront particulièrement épaulés.

**Les grandes écoles, l'université** deviennent au fil du temps inabordable depuis leur mise en autonomie, les frais d'inscription et frais annexes devenant exorbitants même pour le Français moyen. Ensuite, si l'étudiant n'est pas originaire de la ville et n'habite pas chez ses parents, il devra se loger, se nourrir, etc. Autant dire que les études supérieures sont réservées aux enfants des familles très aisées et fortunées ! Beaucoup d'étudiants sont obligés d'exercer une activité pour payer leurs études au détriment de celles-ci. La réussite en première année de fac n'allant pas au-delà de 50% il serait temps de se poser des questions sur les méthodes d'enseignement, sur la liaison lycée université, sur l'accompagnement pédagogique des élèves et bien sur l'orientation après le baccalauréat !

Mise entre les mains des régions les universités sont soumises aux restrictions budgétaires. Elles cherchent à rentabiliser par la recherche industrielle à court terme ce secteur et abandonne la recherche fondamentale. Les professeurs, chercheurs voient leur temps de recherche de plus en plus amputé.

Et bien sûr cela débouche sur une inégalité des universités à l'image de ce qu'est de plus en plus l'éducation en France, inégalitaire. De plus les jeunes chercheurs qui pourraient rejoindre ces universités sont employés en contrats précaires, mal rémunérés, sans avenir ; résultat : ils fuient la France !

Ce qu'il faut faire : rendre l'enseignement supérieur gratuit, c'est un investissement à long terme pour la nation. Créer un cadre commun pour toutes les universités au niveau budget et programme. Et bien

sûr changer complètement la façon d'y enseigner ; abandonner ces cours magistraux en amphithéâtre devant un grand nombre d'étudiants qui souvent sont obligés de «se battre» pour obtenir une place dans l'amphi bondé, les derniers arrivés resteront dehors comme en médecine la première année.

Privilégier les enseignements par petits groupes en travaux dirigés, en travaux pratiques et instaurer un vrai tutorat, surtout les deux premières années qui voient 50% des étudiants échouer. Un vrai gâchis tant financier qu'humain. Et je ne parle pas des orientations menant directement au chômage par un manque de liaisons et d'études avec le monde du travail.

Les autres orientations postbac :

En ayant de bonnes bases dans les disciplines que sont le Français, les Mathématiques et les langues, le jeune étudiant qui avait déjà par l'intermédiaire des options choisies au lycée, une petite idée sinon de son futur métier, du secteur d'activités où il aimerait travailler, va pouvoir choisir son orientation :

L'apprentissage qui le mènera à un métier de l'artisanat, une formation de technicien supérieur qui lui permettra soit d'entrer dans le monde du travail, soit de poursuivre en école d'ingénieurs, dont l'accès est totalement à repenser ; ou encore la faculté avec ses multiples filières et une pédagogie à revoir, beaucoup plus individualisée et suivie pour éviter les échecs catastrophiques de la première année ; les grandes écoles dont certaines seraient à éliminer comme l'ENA ou Science Po qui amènent à une carrière politique à vie complètement déconnectée de la réalité. Et bien sûr engagé dans une filière le jeune étudiant doit avoir un débouché assuré à la hauteur de ses capacités, pas comme dans la recherche où les jeunes sont employés en contrat précaire avec peu

d'avenir pour beaucoup. La conséquence, ils changent de filière ou s'exportent à l'étranger, un gâchis pour la France, son économie, son avenir. La France manque cruellement de médecins, d'enseignants, d'artisans dans bien des domaines. Quand nos gouvernants prendront-ils les dispositions nécessaires pour anticiper ces carences ?

Depuis de nombreuses années ils n'ont rien anticipé, préoccupés uniquement par leur carrière, les prochaines élections ou les économies à faire pour éviter d'enfoncer encore plus le pays dans la dette !

La solution je l'ai déjà donnée : interdire de faire plus de deux mandats politiques consécutifs, mettre au pouvoir les forces vives de la société civile c'est-à-dire du peuple, et non les privilégiés de la grande bourgeoisie.

Penser d'abord économie locale, puis nationale et européenne selon les secteurs, éduquer et cultiver la jeunesse, ne plus penser en termes de profit au niveau des services publics et des entreprises mais en termes d'efficacité et de non concurrence nationale, européenne, mondiale. En fait le fondement même d'une économie humaniste cherchant avant tout le bien de tous dans le respect de tous les peuples et de la nature.

## Une fiction : l'éco-cité

Je m'appelle Paul, j'ai quarante ans et j'habite une ville moyenne de l'Est de la France. Je travaille comme technicien dans une usine de fabrication d'appareils ménagers et ma mon épouse est infirmière dans une clinique privée.

Mais voilà ! Suite à la délocalisation de mon entreprise vers la Chine, comme tous les employés de l'usine MENAGOR, je me retrouve au chômage. Les propositions de l'entreprise, vendue par un patron français partant à la retraite à un grand groupe américain, sont désastreuses. « *On ne vous licencie pas si vous venez travailler dans notre usine de Roumanie, votre refus sera considéré comme un motif de licenciement !* », etc. toutes sortes de motifs, tous plus fallacieux les uns que les autres conduisent en fait les ouvriers de cette entreprise au chômage. L'ex-patron ne s'est pas inquiété du devenir de son entreprise et de ses salariés, il a touché son pactole et est parti au soleil !

Evidemment aucun salarié n'a pus accepté cette proposition malhonnête ! Et le gouvernement en place a laissé faire, comme d'habitude, montrant son impuissance, sinon son approbation, pour ce genre de manœuvre.

Un gouvernement à la solde des capitalistes, un patron sans âme, sans esprit citoyen et le résultat c'est quatre cents chômeurs de plus.

Notre famille ayant la fibre citoyenne et écologiste, j'avais eu vent de la construction d'une éco-cité dans le secteur de la Haute-Saône, reconversion de la ville de Lurot que le gouvernement avait complètement dépouillée de tous ses services administratifs, et pour clore ce démantèlement, il avait fermé la prison qui

s'y trouvait depuis plus de cent ans soient environ cent familles obligées de quitter la ville.

Un milliardaire repent, voyant la perdition organisée de la France, et même du monde, par les multinationales, les financiers et gouvernements libéraux, eut une crise de conscience et décida de consacrer sa fortune à la reconstruction d'un monde humaniste. Son projet : construire une éco-cité, peuplée d'éco-citoyens, cité dans laquelle les termes de profit, de pouvoir, de pollution sont bannis. Il veut que la devise de la République, liberté, égalité, fraternité, redevienne une réalité. Et il est persuadé que le seul moyen d'y parvenir est l'instauration de petites cités (de dix mille à vingt mille habitants) vivant sur un modèle politique et économique humaniste. Politique opposée à celle menée par tous les gouvernants du monde qui ne voient l'avenir que dans des mégapoles dont, pourtant, on connaît bien les problèmes : pollution, bidonvilles, délinquance accrue, etc.

La première action à prévoir c'est celle de la création d'emplois. Et notre milliardaire s'y employa. D'abord nourrir la population avec le maximum de produits issus de l'agriculture environnante, cultures et élevage biologiques, et l'importation des autres produits d'abord français et ensuite issus de l'économie solidaire et équitable. Une grande coopérative agricole fut mise en place regroupant tous les acteurs de l'agriculture et les commerçants, primeurs, bouchers-charcutiers, boulangers-pâtisseries...

Nous avons trouvé du travail dans cette ville nouvelle ; moi dans une usine fabricant du gros électroménager, et mon épouse à l'hôpital de la ville. D'autres usines ont été créées sur le mode scoop par notre sponsor et des cadres ouvriers, employés croyant à cette économie humaniste. Une usine fabriquant de

textile en coton biologique acheté en Afrique de l'Ouest sur le marché équitable. Je me suis renseigné pour savoir ce que signifiait marché équitable et j'ai trouvé ceci sur internet dans un article de presse en Bretagne :

*Le coton biologique est cultivé sans engrais ni pesticides chimiques, privilégiant ainsi des composts naturels, et sans OGM. La culture du coton bio permet une réduction de la consommation d'eau nécessaire, mais elle exige une rotation des cultures pour oxygéner la terre, la préserver et casser le cycle potentiel des maladies. L'assolement idéal, dans le cadre d'une culture de coton biologique est l'enchaînement : Coton (année 1) – Céréales, ou hibiscus, sésame (année 2) – légumineuses : soja, pois chiche, arachides, haricot, niébé... (année 3). Ces cultures doivent également être gérées biologiquement.*

*La dénomination « coton équitable » signifie qu'un prix plancher est garanti aux producteurs : le kilo de graines de coton bio leur est acheté 302 fcfa (dont 34 fcfa reviennent à la coopérative de producteurs), alors que pour du coton conventionnel, ils perçoivent 160 fcfa/kg au Mali et 145 fcfa/kg au Burkina. Les entreprises partenaires s'engagent à respecter les principes du commerce équitable : juste rémunération des producteurs, respect des droits fondamentaux des personnes, préservation de l'environnement, respect du consommateur par une offre de produits de qualité, traçabilité, cohérence et transparence sur toute la filière.*

C'est exactement sur ce modèle là que fonctionnent tous les agriculteurs qui fournissent notre ville. Nous avons la chance d'habiter un pays dont le climat tempéré permet de faire de la polyculture, de l'élevage en plein air, du maraîchage. Nos agriculteurs produisent leurs semences et n'utilisent aucune semence hybride. Les agriculteurs, à l'instar du mouvement Navdanya créé en Inde par Shiva

Vandana, ont établi un réseau d'échange de graines et semences. Exceptés les produits exotiques, les agrumes, les agriculteurs, maraîchers entourant notre ville vendent tous leurs produits en circuit court par l'intermédiaire de la coopérative qu'ils ont créée et dans les marchés de producteurs; de plus la politique des prix n'est pas celle du marché, ni celle de l'offre et de la demande, mais celle d'un prix constant toute l'année. Ce mode de fonctionnement a un triple avantage : fournir un revenu constant aux producteurs, assurer une stabilité des prix, sans surprise pour les consommateurs, et éviter la pollution due aux transports sur de longues distances. De plus au moment des récoltes la population mange des produits frais riches en nutriments, vitamines et au goût préservé. Lorsque l'on a pris l'habitude de se nourrir de cette façon on trouve bien fade la nourriture provenant de l'agriculture industrielle, ou les productions faites avec pesticides, engrais en quantité, arrosages continus.

Des jardins familiaux de un à deux ares ont été aménagés et mis à la disposition des familles habitants des immeubles ou des maisons avec un petit terrain à la périphérie de la ville. La culture potagère est entièrement biologique. Des bâtiments avec récupérateurs d'eau de pluie jouxtent chaque espace jardinier. Un système d'irrigation par tuyaux poreux a été déployé.

Ce « bien-manger et bien-vivre » a une répercussion positive sur la santé physique et mentale des populations, sur le rendement au travail. En fait la ville fait vivre tout un canton et ceux qui ont choisi de vivre dans des villages se sont petit-à-petit adaptés à

cette économie humaniste qu'ils ont fini par tous adopter.

### **Comment la population se déplace-t-elle ?**

D'abord les voiture essence, diesel, les camions n'ont pas droit de circulation dans la ville. Les livraisons venant de l'extérieur se font dans des entrepôts type grossistes et ce sont des véhicules électriques qui assurent les livraisons au sein de la ville. Un réseau de tramways de taille adaptée à la population a été créé du pourtour de la ville vers le centre en passant par les quartiers. Des vélolibs et véhicules électriques sont mis à disposition dans chaque quartier. Mais le maximum des déplacements se fait en tramways.

La notion de quartiers a été privilégiée en créant un véritable esprit de quartier, de village. Pour cela une dizaine de quartiers ont été délimités. Ils possèdent tous des commerces de proximité, boulangerie-pâtisserie, boucherie, charcuterie traiteur, une supérette qui ne vend ni pain, ni viande mais qui possède son rayon poissonnerie, crèmerie, droguerie. Pour que ce soit économiquement viable les commerces d'habillement sont au nombre de cinq magasins de vêtements et cinq magasins de chaussures, deux magasins d'articles de sports. Les pharmacies sont au nombre de trois implantées aux confins des quartiers. On trouve bien sûr tous les petits commerces traditionnels, de la mercerie, du magasin d'ameublement, etc. Pour l'électroménager, le bricolage, les meubles, ils ont été implanté en limite de la ville et sont au nombre de six sur deux zones opposées.

Tous les corps de métiers artisanaux sont représentés, et parfois les artisans ont fait le choix de s'installer dans les villages du canton mais ils ne sont jamais à

plus de vingt kilomètres de la ville et une aide leur a été allouée pour qu'ils puissent acquérir des véhicules électriques. De même un réseau de bus électriques, lorsque le tramway ne les dessert pas, a été créé pour assurer les liaisons avec la ville notamment pour les collégiens et lycéens.

Il y a une crèche, une école maternelle et une école primaire par quartier. Les classes n'ont pas plus de vingt élèves, et il y a toujours un instituteur (on l'appelle toujours ainsi mais pas professeur des écoles) de plus que de classes pour à tout moment pouvoir remettre à niveau un ou deux élèves. Si un élève n'a pas acquis correctement une notion dans une matière l'instituteur envoie de suite l'élève vers son collègue. Ainsi aucun élève ne se trouve en difficulté. Il n'y a pas de note mais une échelle d'acquis, et à la fin de chaque semaine on fait le point avec l'instituteur. Toute notion non acquise sera reprise soit pour toute la classe soit individuellement ou par petit groupe par l'instituteur supplémentaire.

On apprend l'Anglais depuis la crèche. En fait on ne devrait pas dire que l'on apprend l'Anglais mais plutôt qu'on le pratique tous les jours au moins une demi-heure, parfois plus, soit en faisant des jeux, des activités manuelles et même à la cantine, en fait dans toutes sortes de situation qui varie chaque semaine. Ainsi lorsque qu'un enfant arrive au collège il est capable de tenir une conversation en Anglais. De plus les parents, s'ils ne parlent pas la langue, peuvent suivre des cours gratuits, soit sur leur lieu de travail dans les grandes entreprises, soit dans les écoles à raison de trois fois une heure par semaine. De ce fait à la maison toute la famille joue à parler Anglais pratiquement tous les jours. C'est très amusant de le

faire au cours des repas ou pendant des. Les enfants sont souvent plus à l'aise que leurs parents !

Les enfants vont à l'école quatre jours et demi par semaine et n'ont pas école le mercredi qui est réservé à des activités de groupes : sport, music, théâtre, arts plastiques. Ils font même des randonnées à vélo, à cheval, à skis et raquettes l'hiver.

Les maternelles et les CP vont à l'école de 9h à 11h30 et de 15 h à 17 heures. Les plus petits faisant la sieste, les autres écoutants des histoires, de la musique ou pratique des jeux de sociétés, des travaux manuels, mais toujours des activités calmes. Les parents peuvent venir chercher leurs enfants à 11h30 et les ramener à 13h30, mais la plupart mange à la cantine, une cantine où l'on mange les bons produits bio de la région en particulier. Une heure pour manger de midi à 13 heures, c'est le temps minimum pour un bon repas sans stress. Avant et après le repas défilement dehors ou l'enfant se réfugie à l'intérieur à la bibliothèque ou dans une salle de gymnastique, une salle de jeux et même une salle multimédia avec une vingtaine d'ordinateurs que des moniteurs aident à utiliser. L'école est tellement super que le soir les élèves n'ont pas du tout envie de la quitter et mêmes les vacances leur paraissent parfois longues.

Pour les autres cours du CE1 au CM2 la journée commence à 9 heures jusqu'à 11h30, et de 13h30 à 15h30. Ensuite les enfants peuvent tous faire de la musique au conservatoire, de la danse, du théâtre, des arts plastiques et du sport individuel. Le sport collectif est plus pratiqué le mercredi. Les parents peuvent venir chercher leurs enfants à 15h30 mais en réalité personne ne le fait car toutes ces activités sont trop intéressantes. Mon fils en pratique quatre : musique,

formation musicale et trompette, avec de l'orchestre le mercredi matin de 10h30 à midi, du théâtre, de la peinture et de la sculpture, et de l'escrime. Le mercredi après-midi il va toujours faire les randonnées.

A la rentrée il rentre au collège en classe de 6<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> bilingue pour tous les élèves. Lui il désire apprendre l'Allemand car notre région est proche des pays parlant Allemand : Allemagne, bien sûr, mais aussi Suisse et Autriche. Dans notre ville il y a quatre collèges situés aux quatre points cardinaux pourrais-je dire. Ils accueillent les élèves de notre ville, mais aussi ceux des villages environnants. Lorsque je suis allé visiter le collège, dès l'entrée je fus surpris. Il faut dire que de l'extérieur le bâtiment est assez surprenant aussi. Un demi-cercle qui commence Sud-Est et se termine Sud-Ouest totalement vitré. Mais ces vitres nous a-t-on expliqués sont capable d'absorber les rayons du soleil pour fournir de l'électricité au bâtiment. De plus, lors des périodes chaudes elles s'obscurcissent toutes seules dès que la température intérieure dépasse 24 degrés. Les autres côtés n'ont pas de fenêtre, la lumière arrive par des puits de lumière provenant du toit. L'aération du bâtiment se fait avec un système de puits canadiens reliés à des pompes à chaleur fournissant chauffage et climatisation et alimentées en électricité par les cellules photovoltaïques incorporées aux vitres du demi-cercle, et à la question, quand il n'y a pas de soleil qui fournit l'électricité ? Il nous fut expliqué que ces cellules régissaient à la lumière. Et pour la nuit ? Stockage du courant dans des batteries dernière génération. Ce qui fait que le bâtiment est autonome au niveau énergétique. On s'est dit que dans un

collège aussi moderne les élèves allaient avoir les dernières techniques pour apprendre. Et c'est réel ! Le nombre d'élèves est déjà limité à quatre-cents, les classes n'ont jamais plus de vingt élèves dans toutes les matières. Et les salles sont toutes spécialisées. Trois Labos de langues, Anglais, Allemand, Espagnol, trois labos de technologie, un de physique et un de chimie, deux labos de Sciences et Vie de la Terre, deux labos d'histoire, deux de géographie ; Le Français et les Maths ne sont pas en reste avec chacun quatre labos. J'appelle ces salles des laboratoires car elles sont toutes dotées de tables avec ordinateurs reliés en réseaux, le tableau est bien sûr numérique, un vidéoprojecteur de plafond l'équipe également. Les salles spécialisées ont paillasse, établis, etc., en fait tout ce qu'il faut pour les cours avec toute la classe, en groupes ou individuels. IL y a toujours un espace avec quatre tables permettant de travailler par trois. Nous fûmes surpris de voir des petits bureaux adjacents à chaque pôle. On nous expliqua que, comme en primaire, il y aurait toujours un professeur par discipline qui pourrait nous accueillir pour nous aider individuellement ou par deux ou trois. L'organisation des cours et des programmes permettaient d'être accueilli pendant que les autres élèves étaient avec le professeur de la classe. De cette façon l'élève ne sera jamais perdu dans une matière, et surtout on ne le laissera jamais se perdre. C'est également pour cela que les notes n'existent plus, on évalue ce que l'on sait et s'il s'avère que l'élève n'a pas acquis un cours ou une partie d'un cours, la remédiation intervient aussitôt. De cette façon tous les élèves acquièrent les bases prévues aux programmes. Et les plus forts qui savent tout avant les autres, ils

vont s'ennuyer, s'inquiètent certains. Non, car le fait d'être un petit nombre dans chaque classe, et le fait de pouvoir travailler par groupe ou individuellement avec l'ordinateur, une bibliothèque importante, leur permet d'aller plus loin dans leurs acquisitions.

ET ce n'est pas tout il faut voir le hall d'entrée, un vrai musée d'art, avec tableaux et sculptures, points multimédias, un comptoir d'accueil avec deux hôtesse comme dans les grands hôtels qui peuvent renseigner et apporter leur aide. En réalité ce sont des conseillères d'éducation. Trois bureaux jouxtent ce comptoir où les surveillants (appelés assistants d'éducation) peuvent recevoir et aider les élèves.

Il y a aussi un foyer très accueillant munis d'espaces multimédias, d'espaces jeux, une bibliothèque du même genre, bibliothèque de livres bien sûr, de revues mais aussi de CD et DVD à écouter ou voir dans l'espace multimédia (il y a des casques).

Il nous reste le gymnase et la cantine à visiter. Un gymnase avec bien sûr tous les équipements sportifs, vestiaires et douches. Mais ce qui surprend c'est que ce gymnase semble feutré alors que la plupart des gymnases ont une résonance pas possible qui oblige à crier pour se faire entendre.

Quant à la cantine elle ressemble plus à un grand restaurant qu'à une cantine. Des jolies tables rondes de quatre à huit places, disposées dans des espaces séparées par des claustras fleuries ou garnies de cadres. Un restaurant très lumineux situés dans l'arrondi vitré et muni de puits de lumière. On y mange bien, des produits bios ou issus de l'agriculture locale ou équitable. Jamais de produits industriels avec pesticides, colorants et arômes artificiels. Les menus sont équilibrés et diversifiés. Il y a toujours trois

entrées au choix, deux plats principaux, deux fromages ou laitages au choix et trois desserts et toujours deux fruits de saison en plus. Alors il tarde à mon fils de faire sa rentrée au collège. On a fini notre visite par un petit temps libre dans la cour, je devrais dire dans les cours au nombre de quatre séparées par une haie d'arbres et arbustes sous lesquels ont été installés des bancs et tables basses en bois. Les cours ne sont qu'en partie bitumées, une grande partie est en pelouse sur laquelle on a le droit de circuler, évidemment par temps sec. Par temps de pluie le hall, le foyer et deux grands espaces couverts peuvent accueillir les élèves. Mais en fait dans ce collège on ne doit pas passer beaucoup de temps à attendre ? Bien sûr il y a des récréations mais on peut aller où l'on veut dans les espaces collectifs. Il y a bien sûr des adultes dans chaque espace pour surveiller discrètement ce qu'il s'y passe et éviter tout débordement. Mais le Directeur de l'établissement nous a signalé que la façon dont est construit le collège, les emplois du temps, concourraient à en faire un lieu en autodiscipline.

Le matin début des cours à neuf heures. Pourquoi neuf heures et pas plus tôt. Parce que les ados ont un rythme qui rend les levers très tôt difficiles et ils ne sont pas opérationnels trop tôt. De plus, vue la situation assez proche du collège, pour ces citadins, ils s'y vont la plupart du temps à pied, au pire en tramway s'il fait mauvais temps. Pour les élèves des villages il y a des ramassages, donc ils peuvent ainsi ne pas se lever à des heures trop matinales. Cours jusqu'à 12 heures suivis du repas. La cantine est ouverte de 12h à 13h30 ; presque tous les élèves y mangent. Une demi-heure d'activités libres et reprise

des cours jusqu'à 15 heures 30. Ce qui fait cinq heures trente de cours par jour sur cinq jours avec le mercredi de libre. Comme en primaire de nombreuses activités extra-scolaires sont proposées et les élèves continuent souvent les activités qu'ils font après la classe en primaire. Cela fait que la ville possède plusieurs orchestres amateurs, orchestre symphonique, orchestre d'harmonie, chorales. Pour le sport nous avons les traditionnels clubs de football, mais aussi des équipes de handball et de basket.

### **Les retraités, le 3<sup>ème</sup> âge**

Dans notre ville les retraités et les personnes âgées ne sont pas considérés comme des inactifs et des personnes à charge, mais bien comme des citoyens essentiels à la collectivité. Je constate chaque jour la présence de «papis et mamies» à la sortie des écoles, dans les parcs de jeux, aux portes des centres culturels et sportives amenant ou venant chercher leurs petits-enfants. De plus beaucoup donnent un coup de pouce financier à leurs enfants pour leur permettre de réaliser plus rapidement leurs projets. Ils sont les piliers de la plupart de nos associations culturelles et caritatives, fréquentent les spectacles, les restaurants, ... Ce sont des acteurs indispensables à la vie sociale et économique de notre cité. Et c'est pour cela qu'une dérogation a été demandée à l'Etat et instaurée en matière de départ à la retraite : la possibilité, pour ceux qui le désirent de quitter leur emploi à soixante ans, et la reconnaissance de leur aide comme années travaillées de soixante à soixante-cinq ans, les cotisations sont prises en charges par une caisse de solidarité créée par l'agglomération à laquelle cotisent les actifs à hauteur de 1% de leurs revenus. Ainsi à soixante-cinq ans leur retraite est réévaluée comme

s'ils avaient travaillés jusqu'à cet âge. Toute la population a adhéré à cette mise en place qui en fait est une richesse supplémentaire pour notre cité en terme économique et sociale.

Le grand âge est lui aussi pris en compte par la création de vraies résidence pour retraités âgés petit logement de type F2, regroupés au sein des quartiers avec restaurant collectif et aides à la vie quotidienne. Les personnes dépendantes ont également leurs institutions, toujours construites dans chaque quartier. Le souci est de garder le plus possible une certaine autonomie aux personnes âgées en ne les isolant pas du reste de la population. Ces EPHAD sont construites de façon à posséder au rez-de-chaussée des commerces et services accessibles à toute la population. Cette mixité a permis de garder 80% des personnes âgées capables de se déplacer par leurs propres moyens alors que dans les EPHAD traditionnels ce nombre est inversé.

### **La fourniture d'énergie dans l'agglomération**

L'agglomération a créé sa propre société de fourniture d'électricité. La production est entièrement assurée par des panneaux solaires et des éoliennes, le surplus de production est revendu à EDF, le réseau est entretenu par ERDF moyennant une taxe sur l'abonnement en électricité. Chaque toit de surface conséquente et bien orienté est pourvu de panneaux solaires, soit tous les bâtiments publics, les toits des magasins et des usines, les toits de la coopératives agricole, les toits des immeubles et maisons individuelles. La production est entièrement gérée par l'agglomération. Cette production est excédentaire et le produit de la vente à EDF est intégré au budget de l'agglomération

ce qui va en fait occasionner pour les citoyens une baisse des impôts.

Les éoliennes, au nombre de quatre fournissent l'électricité les jours les moins lumineux mais fonctionnent toujours par temps venteux, la production en surplus est vendue à EDF comme pour le solaire. Les installations électriques comme l'éclairage de la ville et des villages, l'éclairage des particuliers se fait par LED. Une partie de la nuit vitrines et éclairage public s'éteignent.

Le chauffage des habitations, bâtiments publics, usines, magasins, se fait grâce à la géothermie verticale. L'eau chaude est produite par des chauffe-eaux solaires et la géothermie.

On a donc une agglomération autonome au niveau énergétique. La consommation électrique individuelle n'est pas facturée, seules le sont l'abonnement et les taxes. Cette consommation est relevée pour éviter surtout abus et gaspillage, une facture fictive est établie en évaluant le coût de l'exploitation électrique sur l'agglomération. La revente d'électricité couvre les dépenses et dégage un bénéfice qui en fait diminuera les impôts et taxes des habitants et des entreprises. De la même façon la gestion de l'eau est assurée par l'agglomération.

### **La vie de quartier**

Préserver sa santé en mangeant sain et équilibré, en ayant un travail qui ne génère pas de stress démesuré, et en ayant une vie sociale générée par cet aspect vie de quartier et activités communautaires, fait de la population de cette ville et de son agglomération une population qui minore ses problèmes de santé, ses problèmes d'insécurité.

Des cabinets médicaux dans chaque quartier, un hôpital et une clinique privée gérée par les Mutuelles de santé assurent les soins de santé de la population. Et évidemment le dépassement d'honoraires n'existe pas ! Les médecins installés dans notre ville adhèrent entièrement à notre philosophie de la vie et y participent activement et animent régulièrement des tables rondes sur la nutrition, les effets de la pollution, le tabagisme, etc. Ils interviennent régulièrement aux collèges et dans les lycées.

Je fus surpris un jour de constater que mes parents réglaient certains achats avec des billets inconnus ; après renseignement ils m'informèrent qu'il existait une monnaie locale qui permettait de régler tous ses achats de denrées alimentaires issues de l'agriculture locale et du commerce équitable ainsi que tous les produits issus des entreprises coopératives comme les appareils de l'usine locale d'électroménager. Pour cela une banque mutualiste a été créée, la banque équitable qui gère les flux de cette monnaie locale et sa conversion en euros lorsque cela s'avère nécessaire. Cette banque permet également de placer de l'argent dans les emprunts solidaires à destination de la création et du fonctionnement d'entreprises coopératives ou de projets environnementaux écologiques ou solidaires. L'avantage d'une telle monnaie indépendante du circuit néolibérale est évidente, la stabilité des prix et la certitude pour les producteurs, fabricants, artisans d'être payés au prix réel de revient incluant leur rémunération, et la certitude pour les acheteurs d'avoir des prix stables. Et surtout de participer à une économie solidaire hors des circuits commerciaux du capitalisme dont le seul but est le profit au détriment des producteurs, ouvriers, employés et au détriment

des citoyens. La certitude pour tous de ne pas alimenter le un pour cent des possédants de la planète qui par le système boursier fausse totalement la valeur des produits. Prôner sans cesse le leitmotiv de la croissance obligatoire, de la spéculation débridée, tout en prônant l'austérité pour les peuples, mais par pour eux consommateurs sans vergogne de tous les biens de la Terre sans se soucier des conséquences : le déséquilibre social, politique, le pillage des ressources naturelles, la pollution, et la conséquence catastrophique de tout cela : le réchauffement climatique. Car ce réchauffement climatique est une conséquence directe du néolibéralisme sévissant avec de plus en plus d'intensité depuis quarante ans. La création de villes, d'agglomérations et de modes de vie tels que les nôtres est certainement la solution idéale à un retour, plutôt à la création d'une société plus égalitaire respectueuse de l'environnement et un retour à un réchauffement climatique maîtrisé car il est utopique d'espérer le stopper rapidement.

### **La gestion des déchets**

Comme on le dit souvent dans les milieux écologistes, le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas ! et dans notre écocité tout le monde en est conscient !

L'organisation commerciale, familiale, municipale a été faite en pensant toujours à ce critère.

Pas de sachet plastique bien sûr, mais le moins de sachets possibles y compris papier. Les habitants vont au marché avec leur panier ou leur caddy, mettent les fruits et légumes en vrac chaque fois que cela est possible. Les commerces vendent tous les produits secs également en vrac et les habitants apportent leurs contenants, le plus souvent en verre. Le vin, l'eau minéral, l'huile, le vinaigre, les yaourts, les crèmes

desserts, etc. sont vendus dans des récipients en verre consigné. Les couches-culottes, les serviettes périodiques sont lavables, les lingettes sont absentes des rayons. On ne peut évidemment éviter tous les emballages comme pour le petit électroménager, mais les commerçants proposent de déballer les appareils et gardent les emballages qui seront envoyés au recyclage. Tout ce qui est installé par les artisans est avec reprise des emballages. Reste donc les déchets des denrées alimentaires et les papiers des journaux et revues, les quelques cartons. Les foyers ont donc trois poubelles, une pour les déchets compostables, une pour les papiers et cartons, une pour les déchets recyclables, métaux et plastiques, une pour les non-recyclables poubelle qui sera la seule pesée. L'agglomération a installé une usine de fabrication de compost, compost qui sera revendu aux jardiniers, maraîchers et agriculteurs. Une usine de recyclage des papiers et cartons fonctionnent également en coopérative et traite tous les papiers et cartons du département. Pour terminer un centre de tri trie les métaux, les plastiques et les revend à différentes usines de recyclage du pays. Reste les non-recyclables très peu nombreux, qu'il faudra brûler. Pour cela une chaufferie a été installée pour chauffer l'hôpital public une chaufferie qui traite ses fumées en craquant le gaz carbonique, les oxydes d'azote et les gaz pouvant être polluants et ne rejetant que de l'oxygène, de l'azote. Même la vapeur d'eau émise est condensée et donne de l'eau distillée. Cette façon de consommer et de gérer les déchets a demandé une éducation de la population. Pour cela dès l'école maternelle jusqu'au lycée des intervenants, notamment les médecins, mais aussi les cuisiniers des collectivités et des restaurants,

les responsables techniques des entreprises de recyclage et de traitement des ordures, des climatologues, viennent régulièrement informer les élèves et les sensibiliser.

La population est informée par les mêmes intervenants lors de conférences. Les grands chefs cuisiniers, les deux médecins nutritionnistes, organisent des sessions de cuisine pour apprendre à connaître les aliments et les utiliser dans de nombreuses recettes : Le plat cuisiné n'existe dans notre cité que chez le traiteur qui n'utilise que des produits bio et le plus possible régionaux.

Au niveau du coût de cette stratégie, comme pour l'électricité, la gestion des déchets est bénéficiaire donc gratuite pour la population, la revente des produits recyclés et recyclables permet de compenser le coût des structures et des services.

Ce mode de consommation ne pourrait être sans la participation et l'adhésion de la population mais surtout des commerçants qui se fournissent en grande partie auprès des producteurs locaux et régionaux. De plus un marché de producteurs est organisé chaque semaine ainsi qu'une foire mensuelle sur la place centrale de la ville aménagée en partie à cet effet.

Vaste place avec kiosque, fontaine et jets d'eau jaillissant du sol, très prisés en cas de canicule, quatre halls couverts avec des panneaux photovoltaïques sous lesquels s'installeront les producteurs et commerçants. En été des brumisateurs permettent de rafraîchir l'atmosphère.

## **La réhabilitation des grandes villes et des mégapoles**

50% de l'humanité vit dans les villes alors que ce chiffre n'était que de 3% en 1800. Les campagnes sont désertées, les villes engorgées. Cette situation est à l'origine d'importants problèmes sociaux qui touchent nos sociétés actuelles. ([lemondepolitique.fr](http://lemondepolitique.fr))

### EXPLOSION DU PROBLÈME URBAIN ([LEMONDEPOLITIQUE.FR](http://lemondepolitique.fr))

« Le problème urbain ne s'est réellement posé que récemment en France car elle a longtemps été majoritairement agricole. Mais dans les années 1950-1960, le pays a connu un exode rural massif qui a conduit à la concentration de ces nouveaux urbains autour de Paris ; face à cet afflux de population, les pouvoirs publics ont rapidement érigé des constructions, souvent dans l'urgence. Cette construction s'est essentiellement concentrée dans des quartiers regroupant des familles modestes. C'est dans ce cadre que le climat a évolué en quelques années vers d'importants problèmes sociaux.

La naissance des zones défavorisées a entraîné une exclusion des personnes se trouvant dans une situation de pauvreté. Il convient d'ajouter que la pauvreté est une notion très relative puisqu'elle est considérée en fonction du rapport aux autres personnes ; elle varie donc selon les pays. En France, c'est ainsi la précarité qui pose un véritable problème dans les villes ; majoritairement concentrés dans les zones urbaines, les mal-logés sont très nombreux. En 2001 déjà, 3,5 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté en France. Mais les personnes concernées ont changé ; alors que les personnes âgées étaient essentiellement concernées, ce sont les jeunes qui désormais souffrent de la précarité, avec des taux de chômage importants pour les 15-24 ans. De nombreuses mesures sont régulièrement prises par les associations et le gouvernement, mais l'exclusion sociale reste bien présente.

Ces zones défavorisées accumulent un ensemble de problèmes qui contribuent à enfoncer un peu plus les personnes qui y vivent dans leur misère. Cette misère sociale s'appuie sur un niveau intellectuel faible, sur une délinquance importante, mais aussi sur une violence qui parfois s'amplifie. »

Mais les zones défavorisées ne sont pas les seules à souffrir d'un malaise urbain. A l'intérieur des villes vivent aussi des personnes seules, rongées par l'individualisme ambiant et la méfiance des uns à l'égard des autres.

La politique mondiale en matière de logement des populations est le regroupement dans des grandes villes et des mégapoles, de plus en plus verticales : loger le plus de monde possible sur le moins de surface possible ; l'avantage de cette forme de logement est bien sûr l'emprise au sol mais aussi le regroupement des populations et des services. Sauf que l'on a oublié de mettre les services et les commerces aux mêmes endroits, ceux-ci ont été regroupés dans des zones d'activités et des zones commerciales où il faut se rendre par un moyen de transport. Et lorsqu'il s'agit de voitures ou de bus on ajoute de la pollution à la ville et on ne prend pas en compte la perte de temps occasionnée par l'éloignement de ces centres.

Dans les pays développés on a construit depuis les années 50 des villes autour de la ville principale où sont logées massivement les populations les plus pauvres, les moins éduquées, les moins cultivées, les populations issues de l'immigration, dans des logements construits rapidement, à bas coût, sans isolation phonique et thermique, sous forme de barres d'immeubles ou de tours. On y a mis un minimum de services et commerces mais en nombre insuffisant. Le résultat des villes sans âme devenues souvent des ghettos. Avec l'augmentation constante du chômage et des bas salaires, la précarité s'y est installée avec comme conséquence la délinquance et un foyer de recrutement pour les bandes et les extrémistes.

Dans les pays en voie de développement et du tiers-monde se sont greffés autour de la ville centrale et des grands immeubles des taudis occupés par tous ceux que l'agriculture intensive, l'extractivisme des ressources naturelles ont chassés de leur milieu ; une population dont une bonne partie va venir grossir les rangs des « bandits de grands chemins » et des extrémismes.

A cela s'ajoute une pollution démesurée due aux transports, au chauffage et aux industries peu regardante en matière de norme environnementale. Les grandes métropoles chinoises en sont l'exemple le plus frappant.

« Près de 7 millions de décès - soit un sur huit au niveau mondial - ont été dus à l'exposition à la pollution de l'air en 2012. Cette estimation vient d'être dévoilée par l'Organisation mondiale de la santé. Et elle a de quoi nous faire tousser puisqu'elle est plus de deux fois supérieure aux précédentes. Ces chiffres confirment donc que la pollution de l'air est désormais le principal risque environnemental pour la santé dans le monde. Selon l'OMS, on pourrait sauver des millions de vies en luttant contre elle. » Le Point

Alors la solution :

Désengorger les villes en permettant aux déracinés de la campagne de venir s'y réinstaller en leur donnant des terres à cultiver de façon écologique et équitable. Et réorganiser la ville en quartiers de dimensions humaines, deux trois milles habitants, et en installant commerces et services de proximité, tels que je les décris dans l'écocité.

Evidemment comment réorganiser une métropole de vingt millions d'habitants. ? Supposons que l'on en relocalise cinq millions à la campagne et dans des

écocités de dix à vingt mille habitants. Il faudra alors deux cents écocités et des milliers d'exploitations agricoles qui nourriront les écocités et la métropole réorganisée.

Pour la métropole cela veut dire cinq mille quartiers à taille humaine en reconstituant une ambiance de village.

Cela signifie la destruction de ces barres et tours sans âmes, insalubres, gouffres énergétiques en créant des logements écologiques dans des rues avec commerces et services. Les transports inter-quartiers se feront par tramway.

L'alimentation en électricité, chauffage se fera par les énergies renouvelables : éoliennes, panneaux solaires, géothermie, chaque région du globe a ses propres atouts.

Un seul architecte, un seul urbaniste ont-ils déjà réfléchi à cette mutation, je ne pense pas, il serait temps que les écoles les formant abordent le sujet. De plus toutes ces restructurations vont entraîner au niveau économique un regain d'activités extraordinaire dans de multiples domaines : bâtiments, transports, gestion des déchets, enseignement, santé, espaces verts, agricultures, commerces.

Tous les pans de l'économie seront concernés !

Faite dans l'esprit d'une économie humaniste, dirigée par des gouvernements humanistes, cette mutation ne peut qu'entraîner le bien-être humain en lui fournissant travail, milieu de vie, éducation et culture, tout ceci adapté à chaque région du globe selon sa culture, son climat, son mode de vie. On ne traitera pas Dakkar comme Shangai, ni Shanghai comme la région parisienne ou New-York. On ne traitera pas une métropole comme une ville de cent mille habitants.

Mais le but restera toujours le même, faire des écoquartiers à taille humaine.

## **Changer ou disparaître !**

Tels sont les choix qui s'offrent à l'humanité !

Après les discussions stériles de savoir qui a le plus pollué, qui doit payer l'addition, qui doit diminuer son émission de gaz à effet de serre, les états n'ont qu'un seul choix, se regrouper et mettre en place une nouvelle société humaniste qui gèrera les ressources naturelles pour éviter leur disparition quand cela est possible. Pour les énergies fossiles, les minerais divers cela est impossible, donc il faudra soit les abandonner, soit les remplacer, soit les recycler. Pour les ressources renouvelables des plans de sauvegarde et d'exploitation doivent être mis en place en respectant la nature avec ses plantes et ses animaux, nature dont nous faisons partie, et pas comme le pense les néolibéraux nature que nous pouvons dompter à notre convenance. La nature nous prouve chaque jour que c'est elle qui nous éliminera si nous continuons à la malmenier.

Les sociétés libérales occidentales et les pays en voie de développement doivent s'unir pour aider les pays en déserrance, pays qu'ils ont contribués à déstabiliser depuis deux millénaires par les conquêtes, l'esclavage, la colonisation et la mondialisation. Créons une économie humaniste basée sur l'éducation et la culture, le développement de l'économie locale solidaire. Partageons les savoirs et savoir-faire qui permettrons de créer une agriculture locale, des industries adaptées aux besoins de chaque pays. La mondialisation et la création de sociétés multinationales écumant le monde entier au profit d'une minorité américaine, européenne, chinoise, indienne,... est une aberration sociale et environnementale et n'a fait que renforcer le

déséquilibre mondial. Pourquoi sillonner les mers et océans, les airs, les routes avec des produits, et les hommes qui vont avec, alors que l'on peut les fabriquer, les cultiver, les vendre au plus près des populations !

Les peuples autochtones se révoltent de plus en plus contre la spoliation de leurs terres, les populations naguère épargnée, classes moyennes et riches, voient de plus en plus les multinationales s'approcher de leurs résidences pour extraire le pétrole des boues bitumeuses, les gaz de schiste, pour les transporter avec tous les dangers que cela représentent. Elles sont donc de plus en plus amenées à se révolter et à s'opposer aux multinationales d'extraction.

Reste à convaincre toutes les populations de ne pas écouter les sirènes des politiques, des multinationales, des groupes financiers, et leurs « pots de vin », et à voter pour des représentants humanistes.

Beaucoup de municipalités, de régions dans le monde se lancent dans les énergies renouvelables, soutiennent les créations d'une économie locale et lutte contre l'envahissement des multinationales.

Là est la solution, si en plus les pays dits riches aident les pays du Sud à trouver leur équilibre économique et social en respectant leur mode de vie, leur culture.

C'est peut-être très utopique de ma part d'espérer cette mutation de l'humanité, mais je suis persuadé que le modèle capitaliste débridé et néolibéral est à bout de souffle et qu'il ne peut qu'engendrer un chaos encore plus prononcé qu'actuellement si les politiques continuent à s'y accrocher. Leur bateau n'a pas de bouée de sauvetage, il faut qu'ils en changent ! Et laissent aux humanistes le soin de le diriger.